# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

## ALFRED ROSMER
## un révolutionnaire des temps difficiles
*par Roger HAGNAUER*

*Hommages de Marguerite BONNET, Jean MAITRON, Gérard ROSENTHAL, Robert LOUZON*

## A l'écoute de l'autogestion en Algérie
*par Daniel GUERIN*

## La grève des médecins en Belgique
*par le Dr René GOFFIN*

## Le Congrès de l'U.D.-F.O. de la Loire
*par Urbain THEVENON*

NUMERO 494 — NOUVELLE SERIE N° 193 MAI 1964 — PRIX : 2 F

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

*Six mois* .................. 11 F

*Un an* .................. 20 F

EXTERIEUR

*Six mois* .................. 13 F

*Un an* .................. 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la « *Révolution prolétarienne* »

21, rue Jean-Robert, Paris (18e)

Téléphone : 607-02-07

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h

Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux *Révolution prolétarienne* 734-99 Paris


## Sommaire du N° 494 - Mai 1964



# ENTRE NOUS...

**Samedi 16 mai, nous avons inauguré le local des Editions syndicalistes, où s'installe la Révolution prolétarienne juste deux jours avant l'incinération de celui qui après avoir été le plus proche collaborateur de Monatte à « la Vie Ouvrière », fut à ses côtés l'un des fondateurs de « la Révolution Prolétarienne ». Alfred Rosmer nous quitte après Pierre Monatte sans avoir connu notre nouvelle demeure.**

**Certes ce n'est pas la première fois que nous déménageons. La « R. P. » est née en janvier 1925 au 1er étage de la « petite boutique grise » du 96, quai Jemmapes, où Marcel Hasfeld avait installé la Librairie du Travail, et ce local fut abandonné, lorsque la librairie du Travail s'est transportée rue de Sambre-et-Meuse. La R. P. émigre alors rue du Château-d'Eau où elle demeura jusqu'à la déclaration de guerre, en 1939, quand elle suspendit volontairement sa publication.**

**Mais, depuis la reparution de la R. P. en 1947, nous n'avions pas quitté le local de la rue de Tracy que Louzon mit à notre disposition, presque au coin de la vieille rue Saint-Denis où Michelet commença comme apprenti dans l'atelier de son père une carrière qui devait le mener au Collège de France.**

**Les survivants du premier noyau de la R. P. étaient présents à l'inauguration du nouveau local comme à l'incinération d'Alfred Rosmer. Présents aussi tous ceux qui nous ont rejoints successivement pendant quarante ans et particulièrement pendant nos dix-sept dernières années. Présents encore des nouveaux, des jeunes, attirés par l'esprit de notre revue, ou ayant subi l'influence morale d'Alfred Rosmer.**

**Certes, il fallait une pleine confiance en notre œuvre pour décider la création des « Editions Syndicalistes ». Une confiance égale à celle de Monatte fondant la Vie Ouvrière en 1909, à celle des fondateurs de « la Révolution prolétarienne », à celle d'Alfred Rosmer animant le Comité pour la Reprise des Relations Internationales.**

**Confiance en nous ? De la part des anciens, ce serait témérité presque folle. Confiance en notre œuvre, en nos idées, en notre mouvement. Confiance en la jeunesse qui prouvera en assurant la vie des Editions Syndicalistes, en défendant, en enrichissant notre nouvelle maison, qu'elle est digne de l'exemple donné par l'octogénaire qui à 87 ans, pensait encore à continuer l'effort commencé soixante ans auparavant.**

**Notez donc notre nouvelle adresse :**

**21, rue Jean-Robert, Paris (18e), et notre nouveau numéro de téléphone : 607-02-07.**

**Pour se rendre à notre nouveau local la station de métro la plus proche est « Marx-Dormoy ». Mais si l'on aime marcher un peu, on peut aussi descendre à « Château-Rouge » ou encore à « La Chapelle ». Et que chacun redouble d'activité pour nous apporter des abonnements de souscription, des articles, des suggestions pour nous prouver que nous n'avons pas été trop présomptueux en nous imposant des charges plus lourdes.**

# ALFRED ROSMER

## un révolutionnaire des temps difficiles

**« Le difficile est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. »**

Albert CAMUS.

(Extrait de la préface de « Moscou sous Lénine ».)

Alfred Rosmer s'en est allé ce 6 mai 1964, deux ans après sa compagne : Marguerite Rosmer, quatre ans après Pierre Monatte.

Monatte et Rosmer.

Difficile de les dissocier, même lorsqu'ils étaient placés sur des positions différentes.

Certes, à l'origine, ils ne semblaient guère appelés à se rencontrer. Tous deux, fils d'ouvriers sans doute. Mais Monatte tenait, par son père maréchal-ferrant, et sa mère dentellière, au terroir auvergnat. Rosmer, issu d'une famille ouvrière de la Loire, naquit à New York, dans le quartier où se groupaient les travailleurs français que le rêve d'un Eldorado avait tiré des servitudes et des misères de l'industrialisation en notre vieux pays. Monatte, ce fut la rencontre de Jacquou Le Croquant et de Fernand Pelloutier. Rosmer, devenu fonctionnaire de préfecture (comme Marcel Martinet), en choisissant le nom d'un héros d'Ibsen, a peut-être traduit ainsi sa volonté d'être lui-même, de rompre avec son ascendance ; son mépris de la ronronnante sécurité du bureaucrate, sa nostalgie des voyages, son ambition bien « ibsénienne » de faire flotter sa « tente » au lieu de la planter sur le roc, de vaincre son corps « en montant aussi haut que l'on a bâti » (1).

Monatte est allé de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire par évolution normale, en pente douce. Pour Rosmer ce fut un saut. Il n'était pas en 1909 de la première équipe de la *Vie Ouvrière*. Les mythes soréliens, la philosophie de la violence lui paraissaient contraires à sa morale libertaire (2). Il s'aperçut sans doute que c'était là frange marginale d'un mouvement « *qui ne s'illuminait qu'aux feux de l'action* ». Par un synchronisme édifiant, il rejoignit Monatte à *la Vie Ouvrière*, lorsqu'il eut lâché son poste administratif. Ce nouveau venu devint bientôt le collaborateur le plus régulier, le plus sérieux, le plus « efficient » (3). Monatte, grâce à lui, put se mettre à ce qui fut toujours sa besogne de prédilection : l'administration. Rosmer le remplaça à la rédaction. Lors des dernières semaines de paix en 1914, à Paris, il préparait le numéro d'août, cependant que Monatte tentait vainement de se détendre à la pêche aux écrevisses. Celui-ci, dans le train qui le ramenait à Paris, lors de la mobilisation générale, enrageait en entendant les chants et les cris belliqueux des victimes poussées à l'abattoir. Celui-là voyait se dissoudre le noyau qui avait sauvegardé jusque-là l'héritage de Pelloutier. Eurent-ils besoin de se concerter ? Pas même. Il a probablement suffi d'un regard, d'une poignée de mains. Et tous les deux se retrouvèrent pleinement d'accord pour rompre le concert d'Union Sacrée. D'abord par le refus passif. Ensuite par l'opposition active. Et à l'époque, en août 1914, il suffisait de ne pas hurler avec les loups pour se révéler héroïque.

***

Les lecteurs de la *R.P.* doivent connaître aujourd'hui ce que fut l'opposition de guerre. Nous avons esquissé le double processus, né en deux foyers éloignés l'un de l'autre, mais se rapprochant jusqu'à se confondre : le pacifisme intellectuel et juridique de *la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre* — le pacifisme ouvrier et socialiste du *Comité pour la reprise des Relations Internationales* (4).

(1) Solness-le-Constructeur d'Ibsen.

(2) Il s'était affirmé d'abord anarchiste-individualiste, puis il avait adhéré au groupe des Etudiants socialistes-révolutionnaires dont les adhérents n'étaient pas tous étudiants et souvent anarchistes. C'est là probablement qu'il rencontra Amédée Dunois, qui devait lui consacrer un article biographique dans le **Bulletin communiste** de 1922.

(3) Rosmer y tenait d'abord la rubrique dramatique — puis la rubrique parlementaire.

(4) La plaque tournante de 1914 (« R.P. » septembre et octobre 1954).

Rosmer fut l'un des fondateurs de ce Comité et son principal animateur. C'est lui qui publia sans les soumettre à la censure, les *Lettres aux abonnés de la « Vie Ouvrière »*. Collaborateur du Merrheim de Zimmerwald, il composa le numero de l'Union des Métaux (organe de la Fédération des Métaux) où ne figuraient pas « les blancs » imposés par Anastasie. C'est lui qui représenta officiellement, à Moscou, le Comité devenu *Comité de la Troisième Internationale*. A ce titre, il participa en 1920 au 2e Congrès de l'I.C. et à la fondation de *l'Internationale Syndicale rouge*.

Mais Alfred Rosmer réalisa une autre mission dont les prolongements dans l'après-guerre sinuent encore en notre temps. On a beaucoup parlé de son amitié pour Léon Trotsky. C'est un beau sujet d'histoire romancée, aux péripéties dramatiques, qui s'éleva même à la hauteur d'une noble tragédie. Rosmer ne fut jamais le courtisan du chef victorieux. Mais toujours, le fidèle compagnon du proscrit toujours menacé, enfin abattu sous les coups d'un piolet, instrument symbolique de la lâche férocité stalinienne. Quelques semaines avant le coup fatal, en 1940, Marguerite et Alfred se tenaient à Mexico, où ils avaient conduit le petit-fils de Léon et Natalia Trotsky, survivant d'une famille dont Staline avait fait assassiner tous les autres membres.

Alfred Rosmer fut-il le Pylade soumis aux passions d'Oreste ? Il était trop original pour jouer le rôle de confident. Trotsky et lui représentaient à Paris, en 1914 et en 1915, deux mouvements qui n'avaient jamais eu aucun point de contact avant la guerre : *le syndicalisme révolutionnaire français* et *la social-démocratie révolutionnaire russe*. J'ai signalé autre part, le caractère insolite et édifiant de ce rapprochement (5). Il aurait fallu, en le commentant, noter qu'il fut d'autant plus facile de trouver un langage commun, que les deux partenaires se tenaient en marge des deux mouvements. Trotsky n'appartenait ni au parti bolchevik, ni au parti menchevik. Rosmer, s'il avait servi le syndicalisme révolutionnaire, ne comptait pas comme Monatte parmi l'équipe qui avait conçu et proposé la Charte d'Amiens, qui avait orienté la C.G.T. de 1904 à 1914.

Monatte jugeait les bolcheviks comme des jacobins au service de la Révolution ouvrière, ignorant peut-être que Lénine avait revendiqué pour son parti ce même honneur.

J'avais posé la question : Rosmer fut-il aussi un jacobin ? (6) Sous cette forme, l'interrogation me paraît absurde aujourd'hui. Le jacobinisme, c'est une forme de totalitarisme qui ne se justifie que par son caractère révolutionnaire, donc exceptionnel et provisoire. Rosmer, par sa nature même, par sa formation, rejetait toute espèce de totalitarisme. Pour lui, la Révolution n'était qu'un moyen et non une fin en soi. — selon la grande parole d'Albert Camus « *un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation* ».

Seulement convaincre que la révolution ouvrière s'imposait comme sanction d'une guerre voulue par les classes dirigeantes, subie par le syndicalisme impuissant ou trahi, il entendait logiquement subordonner tout le mouvement ouvrier à cette nécessité révolutionnaire. Rosmer, comme Trotsky et Lénine, s'est-il trompé en croyant possible la révolution européenne d'après-guerre ? Monatte a-t-il exactement pressenti les dangers d'une limitation de l'indépendance du syndicalisme ? L'Histoire ne résout pas de tels problèmes. On peut fort bien comprendre et justifier l'un et l'autre. Mais de telles divergences expliquent leur opposition, en 1921, lorsque l'Internationale syndicale rouge affirma la nécessité de la liaison organique entre syndicats rouges et partis communistes. Ce que Monatte ne pouvait accepter. Ce que Rosmer légitimait.

Cependant, l'un et l'autre se retrouvèrent associés, lorsqu'après les défaites de 1920, on lança le mot d'ordre de Front unique ouvrier.

A nouveau, on les associa spontanément, quoiqu'ils ne fussent pas liés dans les mêmes besognes, lors de la grande crise sélective qui perturba, jusqu'en 1923, le parti sorti de la scission de Tours et qui n'avait pas encore atteint sa maturité. Il faut lire le livre d'Humbert-Droz : « *L'œil de Moscou à Paris* » — si fastidieuse et décevante que soit cette rétrospective — pour connaître les épuisantes luttes de tendances et les sordides conflits de clans et de personnes qui ont marqué cette évolution inachevée ou plutôt avortée. Ce qui semble le plus revigorant dans ce témoignage déprimant, ce sont les allusions à Rosmer et à Monatte ; l'espoir de renouvellement qu'ils personnifièrent pour les plus lucides représentants de l'Internationale.

***

Rosmer fut peut-être le premier à pressentir la crise décisive qui suivit la mort de Lénine, survenue le 21 janvier 1924.

On n'a jamais rien écrit qui éclaire complètement les prodromes et les symptômes de ce mal dont sortit la décomposition de l'Internationale Communiste et le totalitarisme stalinien. Humbert-Droz, redevenu socialiste, n'est guère qualifié pour l'évoquer ; et ce fut pour nous une amère déception que d'apprendre par ses propres révélations que solidaire d'abord des ennemis de Trotsky, devenu suspect après 1927, il ne craignit pas de rentrer dans le giron de Moscou, après les ignobles procès montés par Staline en 1936 et 1937.

Dans le livre d'Humbert-Droz, cependant, une lettre d'Amédée Dunois stigmatise la clique d'aventuriers et de « gobe-mouches » qui gagnèrent, par leur docilité, la confiance... provisoire de Staline. C'est en jugeant objectivement et honnêtement la victoire travailliste anglaise de 1924 que Rosmer provoqua les abois de la meute.

Dès la fin de 1923, l'affaire allemande, après l'échec de l'agitation communiste, secoua durement le parti allemand et l'Internationale. Cependant, ce fut bien la volonté d'abattre Trotsky qui contraignit tous les partis à une... « sélection à rebours », provoqua la révolte de Monatte et de Rosmer et, par conséquence directe, la publication de *la Révolution prolétarienne*.

Monatte, Rosmer et Louzon ne s'accordaient certainement pas sur la solution de toutes les crises internes de l'Internationale. Mais ils étaient tous les trois également résolus à se séparer brutalement d'un appareil complice des manœuvres de Staline.

Rupture qui fut plus « déchirante » pour Rosmer que pour Monatte et Louzon. Pour Monatte l'essentiel c'était le mouvement ouvrier qu'il fallait libérer de toutes les aberrations politiques, de toutes les servitudes bureaucra-

(5) Cf. « Le Crapouillot » (no janvier 1962).

(6) Alfred Rosmer : un révolutionnaire des temps difficiles (« R.P. », septembre 1957).

tiques. Pour Louzon, l'essentiel c'est toujours le dynamisme révolutionnaire, qu'il a retrouvé dans le Tiers-Monde après avoir perdu l'espoir de le ranimer en Europe.

Rosmer ne s'était pas résigné à cette faillite d'une Internationale construite au milieu des ruines de la guerre et dans les décombres du socialisme traditionnel. Et, pour lui, toute conviction déterminait un engagement réel. En 1929, la proscription par Staline de tous les combattants d'octobre 1917 favorisait la prévision d'un nouveau parti international, dressé sur table rase, se développant par les misères, les troubles et les écroulements de la grande crise mondiale ouverte en 1929. Tandis qu'avec Monatte, nous ranimions la propagande pour l'Unité syndicale, Rosmer participait à la fondation, conçue par Trotsky, de la Quatrième Internationale.

On pouvait prévoir qu'il ne supporterait pas longtemps l'atmosphère sectaire des groupes trotskystes. Il se consacra surtout à son œuvre monumentale : *l'Histoire du Mouvement Ouvrier pendant la guerre*. Le deuxième tome ne parut que près de vingt ans après le premier. Il préparait la publication du troisième lorsque la mort le surprit.

***

Cependant, revenu en France en 1947, il reprit tout naturellement sa place dans le noyau de la *R.P.* De son séjour en Amérique, il rapporta deux articles — modèles du journalisme vivant et édifiant — qui ont valeur historique : *La guerre vue de Mexico et de New York* (parus dans « le Crapouillot »). Mais, surtout, il tint avec une vigueur magistrale notre chronique internationale. Ce sont encore des documents que ses articles sur : *La révolte titiste* ; sur *La co-gestion en Allemagne* ; sur *Le bevanisme anglais* ; sur *Les problèmes de l'Inde indépendante* (7). Il consacra de nombreux papiers à l'Empire stalinien et aux problèmes américains. Puis-je noter ici que je n'ai pas lu une ligne de Rosmer qui infirme ce que l'on appelle à tort mon « parti-pris américanophile » ? C'est que Rosmer parlait des réalités américaines, comme en aurait parlé un militant américain — comme un militant français doit parler des réalités françaises.

De l'enseignement que nous tirons de toute sa vie, c'est peut-être cet internationalisme parfait qui me semble le plus fécond. Lénine disait de lui : « *Rosmer est un homme qui sait se taire en plusieurs langues* ». Ce qui signifie non seulement son inaptitude oratoire et son mépris des bavardages. Mais aussi sa faculté d'écouter plusieurs langues de « penser » en plusieurs langues. Ce grand voyageur n'était jamais le touriste qui passe. Dès qu'il touchait un sol étranger, l'humanité que portait cette terre ne lui était plus étrangère.

J'ai parlé de l'humanisme ouvrier de Pierre Monatte. Celui d'Alfred Rosmer, sans être plus profond, fut peut-être plus étendu. Sa culture surprenait autant par sa consistance que par sa variété. Il appréciait la littérature, la poésie et la musique. Il était capable de commenter l'œuvre picturale du douanier Rousseau et de Pissaro. Enfin, ses deux monographies sur le philosophe américain John Dewey (8) prouvent une parfaite compréhension des problèmes pédagogiques. Ne pouvait-il s'en entretenir avec Marguerite qui fut une éducatrice bénévole plus efficace que la majorité des professionnels que nous sommes.

Humaniste aussi son refus de parvenir. Humaniste encore cette fierté des engagements passés, cette fidélité à l'idéal que l'on a servi. Présentant « la révolution permanente » de Trotsky, Rosmer disait en 1962, ce qu'il aurait dit en 1920.

J'évoque en ces heures mélancoliques celle qui fut sa bienfaisante compagne. Au Columbarium, lors de l'incinération de Pierre Monatte, j'étais assis à côté d'elle. « *Alfred n'a pu venir*, me confia-t-elle, *il n'aurait pas supporté cette épreuve* ». Déjà en 1922, Humbert-Droz, favorable à la promotion de Rosmer dans le Parti, n'exprimait qu'une réserve : *Rosmer, de santé délicate, pourra-t-il assumer de lourdes charges ?*

Et la comparaison entre nos deux anciens opposait aussi à la solide vigueur de Monatte, court, large et trapu — la fragilité de la haute et mince silhouette d'Alfred Rosmer, sa figure anguleuse et ascétique qu'éclairait un regard de feu.

Cependant Monatte et Marguerite sont partis avant lui.

L'an dernier, il tint enfin la promesse que Marguerite et lui m'avaient accordée, dès leur retour en France. Celle de visiter la Maison d'Enfants, fondée et dirigée par Yvonne Hagnauer.

Ce jour-là, il marchait difficilement. Cependant il voulut tout voir, visiter toutes les salles, monter à tous les étages. Il y a quelques mois, il disait le plaisir qu'il avait éprouvé, sur ce ton ému, presque tendre dont il usait quelquefois.

Ce jour-là, en fin d'après-midi, avec Charbit, Beaufrère et sa femme, nous bavardions autour de tasses de thé. Rosmer, comme toujours, écoutait avec un léger sourire. A un moment il se leva péniblement. J'éprouvais quelque appréhension. N'avions-nous pas abusé des possibilités d'un vieillard de 86 ans ? Je lui touchai le bras : « Cela ne va pas ? — Si, mais il faut que je m'en aille. J'ai encore du boulot ! »

Il a gardé sa lucidité jusqu'à ses dernières heures. Et il confiait encore ses projets à ses intimes. Peut-être sa volonté exceptionnelle a-t-elle encore dressé son corps sur son lit ? Peut-être a-t-il voulu se lever pour aller terminer le boulot qu'il n'a malheureusement pas achevé.

On discute de la valeur historique de ses œuvres magistrales : *l'Histoire du Mouvement Ouvrier pendant la guerre* — *Moscou sous Lénine* (préfacé par Albert Camus). Un partisan aussi intransigeant peut-il prétendre à l'objectivité historique ? Ce que nous pouvons affirmer, c'est la conscience minutieuse de ses recherches, la rigueur de sa documentation, la parfaite probité de ses témoignages. On peut citer, en hommage à cet ibsénien, la réplique du docteur Stockman dans « *Un ennemi du peuple* », lorsque ce héros a découvert que les sources qui font vivre sa cité sont empoisonnées : « *Si la prospérité de ma ville repose sur le mensonge, périsse ma ville pour que la vérité triomphe !* » Alfred Rosmer n'aurait jamais envisagé de justifier le mensonge par l'intérêt de la Révolution, car il savait que seule, en fin de compte, la vérité est révolutionnaire.

**Roger HAGNAUER.**

---

(7) La « R.P. » (juillet 1948 - septembre 1948 - août 1949 - juin 1949 - etc.).

(8) « Preuves » (juillet-août-septembre 1952).

# AU PÈRE-LACHAISE, CE LUNDI 11 MAI

*Ce matin-là, nous étions bien trois cents, rassemblés au « Columbarium » du Père-Lachaise. Des vieux... et des jeunes. Tous les vieux amis d'Alfred Rosmer, compagnons de ses luttes ou adeptes de ses idées, tous militants chevronnés. Et puis, un groupe important de très jeunes gens, témoins de la persistance du mouvement révolutionnaire, nouveau bataillon au service des idées défendues toute sa vie par Rosmer.*

*Parmi les présents, nous avons reconnu :*

Dr. A. Acker, Léon Ancely, Philippe Amaré, J. Andrade, J. Arquer, Bardin, Marcel Body, Pedro Bonet, Marguerite et Claude Bonnet, Robert Brécy, Francine Camus, Maurice, Louise et Colette Chambelland, Chambon, Ferdinand Charbit, Robert Cheramy, Mlle Christophe, Michel et Simone Collinet, Jean Cornec fils, Raymond et Hélène Croze, Marcelle Costentin.

Eric de Dampierre, Agnès Dechézelles, Delobelle, Edouard Depreux, Maurice et Régine Deruest (de Bruxelles), Isaac Deutscher, Mika Etchebeere, Antoinette Finidori, Pierre Franck, Mme Fuchs, Marius Giraud, Raymond Guilloré, Pierre et Paul Godeau, Dr Goffin et Mme (de Belgique), Roger Hagnauer, Marcel Hasfeld, Jordi, Jacques Julliard, Annie Kriegel, Wladi Kilbatchiche.

Maurice Labi, Lambert, Ida Lazarevitch, René Lefeuvre, Lequesne, Maurice Lime, Dr Litwak, Théo Lippe (de Bruxelles), Robert Louzon, Pierre et Andrée Luas (de Caen), Mader (de Beauvais), Mailland, Jean Maitron, Marcadet, Maroc, Jacques Marillier, Denise Michaud, Renée et Monette Martinet, Léo Monatte.

Georges Nicolas, Jean Prugnot, Mme Marceau Pivert, Jean Rabaut, Gilbert Raguier, Ranc, Mme Ignace Reisz, Gérard Rosenthal, Louis Simon, Gustave Stern, Fernand Teulé, Pierre Vidal-Naquet, Jean Vimenet, Mme Viva, Gilbert Walusinski.

Notons également la présence d'importantes délégations de « La Voix Ouvrière » et de « La Voix Communiste ».

*Nous nous excusons des oublis que nous avons pu commettre.*

*Il nous faudrait aussi citer de nombreux amis de l'étranger qui ne pouvaient être à Paris, mais qui auraient voulu être des nôtres. Parmi eux : Chiaromonte, Silone, Postgate, Mac Nair... qui furent de fidèles amis de Rosmer.*

***

*Nous reproduisons ci-après l'essentiel des hommages rendus à notre ami au Columbarium du Père-Lachaise. Nous nous excusons de ne pouvoir rendre compte du discours d'Isaac Deutscher, prononcé en anglais et dont nous n'avons pas eu le temps d'obtenir la traduction.*

# Hommages à l'Homme, au Révolutionnaire, à l'Historien

## De Marguerite BONNET :

Cette mort qui nous rassemble aujourd'hui — malgré le grand âge d'Alfred Rosmer, malgré l'accident grave dont il avait été victime il y a deux mois — ne nous en prend pas moins au dépourvu. Rosmer était si complètement l'homme de la vie que nous étions entraînés avec lui, *par lui*, dans le chaud courant de l'espoir : jusqu'aux derniers moments, il a songé au livre qu'il écrivait, projeté des voyages, des rencontres ; et nous avons cru, nous, que nous le garderions encore, comme si, acteur et témoin d'heures difficiles et exaltantes de l'histoire, représentant des plus hautes valeurs intellectuelles et morales — comme elles, il ne pouvait périr.

Nous continuerons à l'évoquer, avec Marguerite, sa femme, dans leur modeste maison de Périgny qui leur ressemblait si totalement : rien n'y était donné à la montre, tout y appartenait au cœur et à l'esprit. Cachée dans la verdure au point que, même après plusieurs visites, on pouvait en manquer l'entrée, remplie de livres, de photographies, de croquis ou de toiles, pour la plupart œuvre ou souvenir de quelque ami, de quelque voyage, *La Grange* des Rosmer rayonnait d'une lumière qui ne lui venait pas toute de l'éclat des soleils couchants dont Marguerite et Alfred s'enchantaient, après plus de quarante ans, comme au premier jour. C'était la lumière d'une harmonie vivante, d'une probité qui ne transigeait pas, d'une constance sereine, qui resserraient autour de ce couple splendidement contrasté et complémentaire un cercle d'amis de tous les pays et de tous les âges : car Marguerite, avec sa chaleur directe, son don de la communication, Alfred avec sa retenue, un peu intimidante lors des premières rencontres, son sourire, ses silences, la justesse parfaite de ses propos, s'attachaient solidement les êtres et s'étaient fait une vraie famille d'élection.

Il faudra, certes, rappeler ce qu'a été la vie politique de Rosmer et parler de l'œuvre qu'il laisse. D'autres, compagnons de ses luttes ou témoins de ses travaux — Jean Maitron, Gérard Rosenthal, Robert Louzon — vont le faire. Je voudrais, en quelques mots, dire ce que fut l'homme irréprochable que nous aimions.

Très réservé et même distant, d'allure tout aristocratique, il laissait paraître cependant, dès qu'on le connaissait mieux, l'extrême sensibilité qui le rendait très vulnérable. Il attachait un tel prix aux relations amicales qu'on pouvait le blesser sans même s'en douter, par une involontaire négligence. Depuis la mort de Marguerite, il se livrait davantage, me semble-t-il, et se montrait encore plus sensible à l'affection qu'on lui témoignait. La sienne s'exprimait sobrement mais d'une façon inoubliable, dans son beau regard, un mot, un sourire...

Parler avec lui était une fête ; grâce à l'ampleur de ses expériences et de ses lectures, à la largeur de ses intérêts, à la précision extraordinaire de sa mémoire, il faisait revivre, parfois avec une malice railleuse, parfois avec un humour mordant, personnages et événements du passé. Homme du XIXe siècle dans ses goûts littéraires et artistiques, il s'étonnait devant les formes de la peinture ou de la poésie de notre temps, qui n'étaient pas accordées à sa sensibilité ; mais il ne condamnait pas et s'excusait simplement, comme Marguerite, en disant : « Ce n'est plus de notre époque ».

Ce qui frappait très vite et imposait respect et admiration, c'étaient la fermeté et l'indépendance de sa pensée. Il a été l'homme de la fidélité, mais d'une fidélité lucide et libre. Fidélité aux choix et aux élans de sa jeunesse qui le dressèrent contre les iniquités et les tares sociales, à l'exemple de ces héros du théâtre d'Ibsen qu'il n'a cessé d'aimer avec passion et auquel il avait emprunté son nom de Rosmer. Fidélité à lui-même qui lui fit refuser à la fois, comme l'a dit à son propos Albert Camus, « le déshonneur et la désertion », qui lui interdit, aussi bien en 1914 qu'en 1924, la capitulation comme le désespoir. Fidélité à la vérité, absolue chez lui, et, la rejoignant, fidélité à l'amitié, celle qui l'unit jusqu'à la mort à Trotsky et à Natalia Sedova. Responsable pour l'Europe des éditions de Trotsky, il s'est acquitté de cette tâche avec une ferveur compétente et un désintéressement total.

Si la vieillesse lui avait apporté d'assez rudes misères physiques, il la dominait par sa vigueur intellectuelle intacte et, dans son comportement quotidien, la niait avec une magnifique et redoutable imprudence.

L'avoir connu, cet homme secret et clair, est un enrichissement pour toute la vie. Puisse la certitude que nous en avons conjurer notre peine, à l'heure où son départ, autour de nous, agrandit les vides. Il n'y a guère plus de deux ans que nous étions réunis en ce lieu pour accompagner Marguerite, et, deux jours plus tard, Natalia. Comme beaucoup de ceux qui sont ici ce matin, comme les amis de New York, du Mexique et d'Europe qui éprouvent le même chagrin et sont avec nous aujourd'hui, malgré la distance — en perdant Rosmer, je crois les perdre l'une et l'autre une seconde fois. Au moment où je vous adresse, très cher Alfred, l'adieu ému et tendre de tous ceux à qui vous avez donné le haut privilège de votre amitié, je ne puis séparer vos mémoires. Vous auriez aimé, je le sais, que nous unissions les noms de Natalia et de Léon Trotsky à ceux de Marguerite et d'Alfred Rosmer, dans l'hommage que nous venons ici rendre, en votre personne, à la noblesse, à la rectitude, à la conviction révolutionnaire exemplaire et tranquille qui fut la vôtre, celle qui, repoussant servilité et mensonge, s'exerce dans la liberté et travaille pour la vérité.

## De Jean MAITRON :

C'est depuis peu que je connais Rosmer, j'oserai dire depuis qu'il m'a été donné, dépouillant les archives Monatte, de découvrir le rôle de « moteur » ou de « meneur » — jamais ces termes n'ont été employés à meilleur escient — qui fut le sien au sein de la petite équipe de résistants à la guerre de 1914. Et j'ai su alors que pendant longtemps j'avais méconnu un militant aussi modeste que grand. Et j'ai été d'autant plus honoré quand Rosmer m'a demandé de l'aider dans ses travaux et, en dernier lieu, m'a désigné pour recueillir, avec Colette Chambelland, ses archives.

Je fus sans doute le dernier visiteur qu'il reçut puisque j'eus avec lui un entretien d'une heure le lundi après-midi 4 mai dans ce pavillon de Créteil qui fut sa dernière demeure. Je le trouvai physiquement très affaibli, avec sa figure émaciée, ses mains tremblantes qui, maladroitement, s'évertuaient à fixer les lunettes. Et pourtant Rosmer demeurait identique à lui-même, avec son intelligence fine et nuancée, sa faculté d'attention extrême, sa modestie coutumière, ses préoccupations jusqu'au bout militantes. De quoi parlâmes-nous ? Très peu de lui, certes. Tout au plus émit-il l'espoir de sortir à la mi-juin pour reprendre ses travaux. C'est que je suis pressé, me dit-il...

De Lénine, il m'entretint en premier lieu dont il avait, sur sa table, la dernière biographie parue et au sujet de laquelle il me demanda mon opinion. Du syndicalisme ensuite à propos du Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier que je lui présentai et il émit, discrètement, quelques jugements sur des vivants, soulignant une réserve d'un demi-sourire ou d'un éclat de pupille, disant la confiance qu'il avait en d'autres, les ayant appréciés dans l'action. Il évoqua pour finir quelques militants disparus, le père Mougeot, par exemple, dont la fille venait de lui écrire, d'écrire à l'oncle Alfred, et dont il voulut que je lise la lettre, sensible qu'il avait été à toute l'humanité qui s'en dégageait, me montrant ensuite une carte écrite par le frère de Marguerite Bonnet, carte venue du Midi et sur les couleurs méditerranéennes de laquelle, l'artiste qu'il était fit quelques remarques... Rosmer demeurait donc pleinement ce qu'il avait été et pourtant il était près de sa fin puisqu'il s'anéantit dans le coma au cours de la nuit suivante.

Rien n'était plus étranger à Rosmer que les éloges funèbres tissés de pieux mensonges. Aussi m'en garderai-je bien. Au surplus nous avons moins à pleurer les morts qu'à appeler les vivants comme le fit notre ami dont la vie présente une étonnante unité au service d'une cause, une vie de militant ouvrier.

Cette vie, il serait trop long d'en évoquer toutes les étapes, mais nous pouvons avoir confiance, elle sera maintes fois donnée en exemple, aujourd'hui et demain...

Je m'attacherai pour ma part à dire quelques mots de son travail d'historien que je vois beaucoup plus comme un complément à son action militante que comme activité historienne proprement dite, séduite par la recherche en tant que telle. Ce qui le prouve, c'est le choix des sujets d'abord.

Son œuvre comprend essentiellement deux titres : *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, *Moscou sous Lénine*, qui correspondent donc aux deux moments essentiels de la vie de Rosmer : abîme et sommet. Ce qui le prouve encore, c'est le souci que Rosmer a eu de dégager un enseignement de ses contributions à l'histoire. Ainsi, dans l'introduction au tome premier du *Mouvement ouvrier pendant la guerre*, datée 15 décembre 1935, il s'exprime ainsi : « La guerre de 1914-1918, premier grand heurt des impérialismes rivaux (...) a inauguré une époque nouvelle, une époque de guerres et de révolutions que leur enjeu fera sans cesse plus acharnées. L'histoire se répétera, et non pas en farce mais en tragédie. Désormais, quand la révolution s'éloigne, c'est la guerre qui montre son hideux visage. La préparation qui se déroule sous nos yeux répète celle de 1904-1914 : de nouveau des paniques, la course aux armements, les états-majors tout-puissants bien que leur impéritie ait été partout démontrée ». Et, lorsqu'en novembre 1949, il commence à écrire *Moscou sous Lénine*, c'est encore à un souci militant qu'il obéit. Le destin de la Révolution Russe pose d'importantes questions et notamment celle-ci : « Le régime totalitaire est-il une autre forme de ce qu'on avait appelé dictature du prolétariat ? Le ver était-il dans le fruit ? » Pour y répondre, il faut connaître les faits, les idées, les hommes tels qu'ils furent et les dégager des couches successives de mensonges différents sous lesquelles ils ont été ensevelis. Ces faits, ces idées, ces hommes, Rosmer les présente, il aide « à les restituer dans leur vérité ». Mais il ne se contente pas de poser des questions et, trois années plus tard, il répond en concluant l'ouvrage : « les révolutionnaires de tous les pays qui répondirent à l'appel de la Révolution d'Octobre auraient été bien stupides ou bien aveugles s'ils avaient été capables de prendre pour une révolution socialiste ce qui n'aurait été en réalité qu'un embryon de régime totalitaire, de dictature personnelle ».

Si Rosmer demeure un militant jusque dans ses écrits d'historien, de témoin d'histoire, il n'en fait pas moins preuve, tout en se payant le luxe, chemin faisant, de redresser quelques erreurs notoires d'universitaires chevronnés, des qualités majeures de l'historien : appel constant aux sources, respect des textes, sérénité dans les conclusions. « L'historien, écrit-il, qui supprime des faits, biffe des noms, tronque des textes, en falsifie d'autres, se condamne à une œuvre vaine et éphémère ; les procédés auxquels il a recours ne font que dénoncer d'avance la fragilité de la thèse qu'il veut imposer. Pareils travaux n'apportent à la classe ouvrière ni enseignement, ni aide pour son action ; ils la désarment et la desservent ». Dans le domaine qui est en cause, ces mises en garde avaient leur raison d'être. Rosmer, lui, n'a eu que faire des mensonges et falsifications, estimant, comme Gramsci, que seule la vérité est révolutionnaire.

***

« Une longue vie, admirablement remplie », écrivait Rosmer en mars 1952 à propos de celle du militant et syndicaliste anglais George Lansbury qui venait de mourir. Nous pouvons en dire autant de celle de Rosmer.

Ayant choisi à vingt ans d'être révolutionnaire, je veux dire par là de promouvoir, tout ensemble, justice sociale et liberté, il n'a pas éprouvé le besoin, trente ou cinquante ans plus tard, au risque de passer pour un sot, de montrer qu'il avait compris l'absurdité de croire en l'homme. Selon le mot de Camus « il n'a rien renié de ce qu'il a toujours cru ». Et pourtant, s'il connut le temps de l'espoir, il connut aussi le temps du mépris.

Au reste, il avait choisi la meilleure part en renonçant à certaines facilités que peut offrir la

vie pour peu que l'on ne se montre pas trop exigeant sur les moyens. Qui osera, je le demande, en ce cinquantenaire, célébrer ici la guerre du droit et de la civilisation, la der des der et ses 1.500.000 cadavres ? En s'élevant contre ce massacre, Rosmer s'est grandi non seulement comme représentant de la classe ouvrière, mais comme Français et comme Homme. En défendant la Révolution russe contre la bourgeoisie occidentale d'abord, contre des usurpateurs dévoyés ensuite, Rosmer s'est acquis la reconnaissance de tous ceux qui poursuivent et poursuivront la lutte pour l'affranchissement des hommes. L'histoire lui a déjà rendu justice ; elle n'a pas fini de lui rendre justice...

## De Gérard ROSENTHAL :

A l'hommage que lui rendent, en ce dernier jour, de très anciennes et très profondes amitiés aujourd'hui douloureuses, se joint, sous ces voûtes, une jeunesse dont la présence lui aurait été précieuse.

Notre hommage célèbre d'abord ce privilège, ce don du destin que sa valeur a mérités : à quatre-vingt-sept ans — et encore après la perte de son admirable compagne — jusqu'à son dernier souffle, dans la plénitude de ses forces, il a servi encore par la plume de l'historien et du militant l'œuvre à laquelle il a consacré son existence, la défense et la propagation de la science et de l'action révolutionnaires. L'encre de ses préfaces aux écrits de Léon Trotsky dont il a assuré hier l'édition, est encore fraîche.

Alfred Rosmer est l'une des plus belles figures du mouvement ouvrier. Il a réalisé la conjonction de l'intellectuel et du syndicaliste révolutionnaire qui est une image idéale et traditionnelle du mouvement français. A cette promotion de l'anarchie qui lui fit choisir son nom parmi les héros d'Ibsen, Albert Camus, venu après les grands orages, est demeuré sensible

Ainsi, Alfred Rosmer a tracé la voie et en partant de son premier article consacré dans la « Vie Ouvrière » a « La Barricade » de Paul Bourget, elle l'a conduit dans le feu de la révolution a assumer le rôle de fondateur et de pionnier de « l'Internationale Syndicale Rouge ».

La finesse de ses traits, la mesure de ses paroles, la douceur de son regard, la certitude de son sourire appartiennent à un homme dont la fermeté n'a jamais fléchi.

En août 1914, le refus total de la guerre lui avait été guidé non pas par son pacifisme, mais par l'affirmation du rôle révolutionnaire du prolétariat. Il resserra ses liens avec Monatte et Martinet, comme avec Souvarine et Loriot et tous ceux du « Comité pour la reprise des relations internationales ». C'était une révolte, une rébellion qui préparait une révolution. Dans ce temps, au cours des rencontres avec Losovsky et Léon Trotsky, les militants « tisonnaient les restes refroidis de l'Internationale ». Mais, dans ses cendres, Trotsky entretenait l'étincelle d'où jaillira la flamme.

C'est alors que naquit l'amitié étroite de Léon Trotsky et d'Alfred Rosmer qui fut l'un des arcs-boutants de son existence. A quel niveau s'est établie la confiance entre le combattants d'une extraordinaire puissance, dont le génie et l'héroïsme ont fait une force de l'histoire et Alfred Rosmer, qui lui voua sa doctrine, son abnégation, sa rigueur intellectuelle et morale ? Cette amitié ne se démentit pas et se fortifia dans l'épreuve.

Dans les sommets de l'Internationale, l'homme qui avait refusé la guerre en 1914, refusa la victoire stalinienne. Ce calme et souvent taciturne réfractaire n'a pas dévié de son chemin. Et comme nous l'avions retrouvé calme et gai, sur les quais de la Corne d'Or, dans les bruits du port d'Istambul alors qu'il me conduisait auprès de Léon Trotsky dans les premières heures de son bannissement, nous l'avons retrouvé, pendant des années, au marbre de « La Vérité », alors qu'il guidait les premiers pas de l'opposition de gauche. Il assuma une part prépondérante au combat — quelquefois physique — conduit par le « Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou » contre l'extermination des révolutionnaires d'Octobre et remplit un rôle important dans les Commissions de Paris et de New York qui s'opposaient aux exactions et aux mensonges. Et, dans une fidélité jamais démentie, nous l'avons retrouvé pour fonder « la Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline » dans laquelle quelques-uns d'entre nous persévèrent dans une mission que leur vie leur a confiée.

L'hommage le plus digne de lui est, sans doute, celui que lui adressait, au printemps de 1921, de la prison de la Santé, un compagnon de sa lutte, Amédée Dunois, et qui fut publié dans le « Bulletin communiste » de l'époque :

« C'est une intelligence élevée, nourrie, nuancée et fine, une conscience exigeante et droite, un cœur probe et pur. J'ai côtoyé dans la vie bien des hommes de valeur intellectuellement comme moralement, je n'en ai pas connu beaucoup qui égalent Rosmer.

» S'il ne brille pas au premier rang, c'est que sa modestie est sans pareille et qu'aux postes d'honneur, il préfère toujours les postes de dévouement et de travail.

» L'amitié de Trotsky, qui se connaît en hommes, n'équivaut-elle pas à une apologie ?

» Que les prolétaires français apprennent le nom de Rosmer, c'est celui d'un homme qui, sorti de leur classe, est revenu fidèlement à elle.

» C'est celui d'un homme qui s'étant assimilé une très large part du savoir humain, a mis au service de ses frères ouvriers tout ce qu'il avait de connaissance et d'expérience.

» C'est celui d'un révolutionnaire par qui la révolution est grandement honorée. »

Quarante-trois ans d'histoire ont ratifié et magnifié ce message. Que les jeunes gens qui ne sont pas nés dans le brasier d'Octobre, qui ne sont pas nés dans le feu de la révolution espagnole, qui arrivent au jour politique dans un monde où se posent des nouveaux et difficiles problèmes, conservent et retrouvent son image et son exemple.

## De Robert LOUZON :

Ce qui fit, malgré sa diversité apparente, l'unité de la vie de Rosmer, c'est que Rosmer, depuis son adolescence jusqu'à sa mort, demeura un révolutionnaire.

C'est parce qu'il était révolutionnaire que, durant cette terrible fin du XIX^e siècle où le chômage et la misère, inhibant toute activité collective, la révole de l'individu apparaissait comme seule possible, qu'il fut alors un disciple d'Ibsen.

C'est parce qu'il était révolutionnaire que dès qu'une certaine activité économique eut repris avec les premières années du XX^e siècle et qu'en conséquence put s'organiser une action puissante et efficace des syndicats ouvriers, il fut l'un des adhérents les plus résolus d'un syndicalisme dont le grand but était alors l'« abolition du patronat et du salariat ».

C'est parce qu'il était révolutionnaire que, tout naturellement, dès que la Révolution russe éclata, il se mit à sa disposition.

C'est parce qu'il était révolutionnaire que, voyant dans Trotsky le seul homme capable de remettre sur ses rails le char de la Révolution russe, d'empêcher que celle-ci n'aboutisse à la restauration du vieil Etat bureaucratique du temps du czarisme, il se mit à la disposition de Trotsky.

C'est parce qu'il était révolutionnaire que l'une de ses dernières affirmations publiques fut d'apposer sa signature au manifeste des 121 qui proclamait le droit à l'insoumission et à la désertion pour ceux des Français qui étaient appelés à combattre en Algérie.

Et c'est parce qu'il était révolutionnaire, enfin, que quelques semaines encore avant sa mort, comme nous parlions du conflit entre Pékin et Moscou, il me disait : « La vraie chose qui les sépare c'est que les Chinois sont restés révolutionnaire tandis que les Russes ne le sont plus ».

# A l'écoute de l'autogestion industrielle en Algérie

*Les lecteurs de la R.P. trouveront ci-dessous le texte du compte rendu que j'ai publié, à Alger, dans l'hebdomadaire* Révolution Africaine *du 4 avril 1964. J'ai rétabli dans ce texte les quelques formulations un peu appuyées que la Rédaction m'avait demandé, pour l'usage interne de l'Algérie, d'adoucir.*

*Néanmoins, il y a dans ce reportage un point que je n'ai pu (toujours pour l'usage interne) qu'effleurer et qui eût mérité de plus larges développements : en l'espèce, la pression exercée, parfois cauteleusement, parfois ouvertement, sur les congressistes pour les amener à endosser certaines conceptions du Parti ou du gouvernement en contradiction avec les principes libertaires de l'autogestion.*

*Le représentant du Bureau politique du F.L.N., un jeune blanc-bec du nom de Temmar, avait amorcé la manœuvre en rédigeant un rapport introductif tendant à téléguider le Congrès dans le sens souhaité par l'appareil du Parti et les hautes sphères du ministère de l'Economie. Ce rapport ayant, à l'avance, fait l'objet de critiques assez pertinentes dans* Révolution Africaine, *Temmar avait répondu avec hauteur :*

**« Cet avant-projet est un texte construit par un certain nombre de frères choisis par le parti. Ils sont les mieux informés et les plus aptes à penser les problèmes de l'industrie. C'est au parti seul qu'incombe la mission d'entraîner notre société vers le socialisme. D'ailleurs, il est le seul qui puisse saisir d'un coup d'œil synthétique la complexe réalité algérienne. En dehors de lui point de salut, point de socialisme possible. »**

*Autant dire que le jeune rapporteur récusait à l'avance toute opinion sur l'autogestion socialiste émanant des travailleurs industriels eux-mêmes qui s'écarterait de la ligne préfabriquée par l'infaillible Parti.*

*Pourtant, au Congrès, comme on le verra dans le compte rendu ci-dessous, les choses prirent une tournure fort différente. Le plus souvent, la grosse voix des ouvriers se fit entendre, si puissante et si résolue que le porte-parole de l'appareil dut la laisser s'exprimer en toute liberté, et renoncer à l'infléchir. Il ne prit sa revanche qu'à propos du texte sur le partage du « reliquat » des bénéfices, où, malgré l'opposition bruyante des congressistes, il proclama acquis un vote qui ne l'était nullement. Mais le président Ben Bella faisait, à cet instant même, une entrée triomphale. Qui eût osé maugréer ?*

*Le ministre de l'Economie, Boumaza, plus prudent que Temmar, s'était abstenu de paraître dans la salle du Congrès pendant toute la durée des débats. Estimant plus habile de laisser les délégués défouler pleinement, il ne les harangua qu'au moment où allaient s'éteindre les lampions. Son discours, caustique, parfois acerbe, remettait en cause certaines des options prises par le Congrès. L'une d'elles, entre autres, demandait la création d'un organisme de crédit du secteur socialiste. Cette revendication déplaisait au ministre, visiblement soucieux de ne laisser prendre aucune initiative pouvant apparaître comme un élargissement du secteur socialiste. Mais il eût pu manifester son désaccord par une phrase moins méprisante et moins cinglante que celle qu'il jeta à la face de ces mal-nippés :*

**« Ce n'est pas en mettant vos loques en commun que vous allez faire un pardessus... Ce n'est pas en déposant vos quelques sous dans une banque que vous allez régler vos problèmes. »**

---

A l'observateur « étranger » en même temps qu'ami, ce premier congrès de l'autogestion industrielle a permis d'entendre, authentique, non dénaturée, sans truchement, la voix même du peuple travailleur. Pendant trois jours, les délégués ne se sont pas contentés de présenter le bilan de leur propre entreprise, des difficultés qu'ils y rencontrent. Admis, de façon fort libérale, par le Bureau politique, à s'exprimer sans aucune restriction, à « défouler » pleinement, ils ont fait porter leur robuste et impitoyable critique sur toutes les déficiences de l'Algérie nouvelle. Ils ont, enfin, ébauché d'eux-mêmes, les grandes lignes d'un socialisme algérien, avec une lucidité et une audace qui, semble-t-il, les placent bien à l'avant de leurs dirigeants politiques et syndicaux.

Je vais essayer, en toute objectivité, de restituer pour le lecteur les coups de hache de ces durs bûcherons, qu'aucune précaution de langage ne retenait et dont la cognée ne frappait que pour mieux construire.

Le Congrès n'était pas composé seulement, comme l'avait été celui de l'autogestion agricole, de présidents de comités de gestion, mais de travailleurs élus par leurs pairs. Aussi n'est-il pas étonnant que certains présidents de comités de gestion (une minorité, fort heureusement), aient fait l'objet de rudes critiques : « **il y a encore des séquelles de néo-colonialisme sous leur crâne. Ils dilapident les biens du peuple. Ils ont le même dédain pour les ouvriers que les anciens exploiteurs. Ils se rémunèrent aussi grassement. Ils s'attribuent indûment des logements ou des privilèges. Ils roulent en 404** », etc.

Les délégués ont exigé que « **la justice de la révolution socialiste marche parallèlement à l'autogestion** ». Ils réclament pour ces quelques brebis galeuses « **des châtiments exemplaires** ».

Un délégué de la coopérative de menuiserie de Aïn Beida demande, à titre de remède, que désormais le président du comité de gestion soit élu par l'Assemblée des travailleurs et non plus par le seul comité de gestion, afin de lui conférer une plus grande représentativité. Cette suggestion n'a pas été retenue par les commissions du congrès chargées de rédiger les résolutions finales du congrès.

Certains directeurs ou « chargés de gestion » sont également sévèrement critiqués. Ils se comporteraient « **comme des bourgeois et non comme des ouvriers parmi des ouvriers** ». Se targuant d'avoir été nommés par le gouvernement, ils exigeraient des travailleurs l'obéissance. Un délégué résume ainsi le langage qu'ils tiennent aux ouvriers : « **Je ne suis pas des vôtres** » et commente : « **Est-ce l'esprit des décrets de mars ?** »

Certains techniciens français ne sont pas épargnés. « **Ils sont venus faire fortune en Algérie, croyant que c'était le Rio Bravo ou la Ruée vers l'or. Ils traitent les ouvriers algériens comme des « chiffonniers ». Tout le collectif autogéré travaille, en fait, pour ces gens-là. Ils sont hostiles au socialisme, décidés à empêcher sa réussite. Ils voudraient maintenir l'économie libérale et le droit bourgeois** ». Un délégué souhaite : « **la venue de techniciens de pays amis, dont la soif de lucre ne se manifesterait pas à chaque instant** ».

## CONTRE LE « PRIVE »

Le secteur industriel privé est l'objet des doléances du congrès. Il y a entre ce secteur et le secteur socialiste, estiment la plupart des congressistes, une antinomie irréductible. Pour le délégué de la coopérative Frantz Fanon, d'Alger, « **il ne faut pas se faire d'ilusions quant à la possibilité d'entraîner le secteur capitaliste pour édifier une société socialiste** ».

En attendant que l'économie algérienne puisse se passer de lui, il faudrait le contraindre à maintenir la production qu'il ne cesse de saboter. Devraient être nationalisées sans indemnisation les entreprises privées qui se livrent à ce sabotage ou ne fonctionnent pas normalement. **La nationalisation du commerce intérieur de gros, du commerce extérieur, des banques** est également souhaitée par quelques délégués.

En attendant la disparition du secteur privé, des congressistes demandent le **contrôle ouvrier** de ses entreprises et incitent les travailleurs du secteur privé à communiquer à leurs frères du secteur socialiste tous les secrets de leurs ateliers (fonctionnement technique, résultats comptables, etc.).

Enfin, le secteur privé débauchant par l'offre de salaires plus élevés les travailleurs du secteur socialiste, il est suggéré que les ouvriers qualifiés soient liés à l'autogestion par contrat.

## CRITIQUE DE L'APPAREIL D'ETAT

L'administration publique reçoit des congressistes une volée de bois vert. « **L'appareil d'Etat ne correspond pas à notre option socialiste. Il est à changer de fond en comble** », disent ensemble la coopérative Frantz Fanon et les Constructions métalliques de Tlemcen, ces dernières évaluant à 80 % le pourcentage des fonctionnaires hostiles à l'autogestion. « **Combien d'ouvriers et de paysans y a-t-il dans les organismes de direction de l'Etat ?** », demande-ton.

L'usine Gabet, de Relizane, déclare : « **Il faut balayer les réactionnaires qui freinent la révolution dans les plus hautes sphères de l'administration** ».

L'usine Blanc, d'Alger-le-Ruisseau, accuse « **les messieurs de ces ministères « soi-disant socialistes** » de passer toutes leurs commandes au secteur privé, car les comités de gestion eux, n'accordent pas de « pots-de-vin ». **L'Etat algérien doit devenir l'Etat des travailleurs** », affirment la coopérative du bâtiment de Tizi-Rached et l'UNIMES. « **La situation actuelle ne peut durer. Tout le monde est au courant des abus, mais personne ne réagit. Le moment est venu de passer à l'action et de prendre des décisions. Si nous restons les bras croisés, l'autogestion ne vivra pas** ».

En ce qui concerne les Douanes, en particulier, cette administration a été une des « bêtes noires » du congrès, comme l'avait été la S.A.P. au congrès de l'autogestion agricole. Les délégués sont unanimes à réclamer l'abaissement des taxes douanières et l'accélération des délais de dédouanement. Ils affirment que certaines entreprises privées bénéficieraient de détaxes auprès de la douane ou bien qu'en « graissant » certaines « pattes » elles recevraient, sans avoir à attendre, leurs marchandises.

L'U.G.T.A., bien qu'estimée par la plupart des congressistes, a pourtant reçu sa part de flèches. « **Eles devrait aller vers les travailleurs et non attendre que les travailleurs viennent vers elle** ». Pour la S.P.A., « **certains frères du syndicat se croisent les mains dans les réunions locales au lieu d'aller sur le lieu du travail expliquer aux travailleurs le socialisme** ». Dans certaines entreprises, les travailleurs qui appartenaient tous à l'U.G.T.A., s'en seraient retirés l'un après l'autre, car les délégués syndicaux ne se seraient pas montrés suffisamment revendicatifs, affirme l'UNIMES.

## LE CONGRES DU PARTI ET LES TRAVAILLEURS

Mêmes doléances en ce qui concerne certains organismes locaux du Parti. Le délégué de la S.P.A.A. (encore lui) s'écrie : « **Certains frères des daïras et des kasmas s'abstiennent de se mêler au peuple dans la rue, les cafés, les mosquées. Nous leur demandons de se dégourdir un peu, car ils sont des travailleurs comme nous. Ils ne se font pas connaître du peuple. Ils se comportent comme des capitalistes** ».

Le jeune et ardent délégué de la menuiserie de Birmandréis demande : « **Où est le rôle d'explication, d'animation, de formation des cadres du Parti ? Peut-être dans les grandes villes... En tout cas, nous ne le voyons pas à l'intérieur** ». Il dénonce cette « **insuffisance provisoire du Parti** » et n'y voit qu'un seul remède : « **la participation au Parti et à son prochain congrès des masses laborieuses** ».

La coopérative Frantz Fanon est du même avis. Il faut « **que le congrès du Parti rassemble en son sein les meilleurs travailleurs afin de tirer les conclusions politiques nécessaires à l'industrie socialiste. La majorité des ouvriers sont des militants et ils sont capables de s'organiser eux-mêmes à la base. D'ailleurs, beaucoup d'ouvriers et de paysans sont d'anciens militants du F.L.N. Organisons-nous politiquement dès maintenant, sans attendre qu'on vienne nous organiser** ».

Quant à l'Assemblée nationale, « **combien, demande-t-on, groupe-t-elle d'ouvriers et de paysans ?** »

Le même délégué insiste sur la représentation nécessaire du secteur industriel socialiste dans ce Parlement, comme dans divers autres conseils.

Néanmoins, quelques délégués s'inquiètent des propositions du Bureau politique concernant la création dans les entreprises industrielles autogérées d'un quatrième rouage (la cellule du Parti et la section syndicale), en plus des trois rouages déjà institués par les décrets de mars (assemblée générale, conseil des travailleurs, comité de gestion). Ils craignent que cet alourdissement de structure ne paralyse les entreprises autogérées qui « **du premier janvier à la saint Sylvestre ne seraient occupées qu'à rédiger des procès-verbaux.** »

J'en viens maintenant à l'attitude des congressistes vis-à-vis de certaines propositions concrètes qui leur étaient présentées.

## QUELQUES DECISIONS DU CONGRES

Du rapport du Bureau politique, maints délégués avaient retiré l'impression que l'accent était mis sur les **conseils régionaux** d'animation socialiste au détriment de **conseils communaux**. La bureaucratisation leur semble, en effet, plus à redouter à l'échelon régional qu'à l'échelon communal. Les travailleurs leur paraissent plus à même d'exercer leur contrôle sur le plan local. Il serait préférable, pensent-ils, de faire d'abord vivre effectivement les conseils communaux qui sont loin de fonctionner partout et d'accroître encore leur autorité.

Les conseils régionaux ne devraient être que l'expression des conseils communaux. Précisons qu'au moment du vote des résolutions, un amendement est adopté aux termes duquel la création des conseils régionaux n'implique nullement la suppression des conseils communaux.

Le congrès est unanime à réclamer la constitution, sous l'égide du ministre de l'Economie nationale, d'un **organisme de tutelle** du secteur industriel socialiste. Mais la proposition du Bureau politique de créer un seul et même orga-

nisme de tutelle pour les deux secteurs (privé et socialiste) ne semble pas avoir la faveur d'un certain nombre de congressistes. Le jeune délégué des Constructions métalliques de Tlemcen, dont l'intervention a été l'une des plus dynamiques du congrès, appréhende que les fonctionnaires chargés de cette double tutelle ne réservent tout leur temps et toutes leurs faveurs au secteur privé et qu'ils ne « sabotent » le secteur socialiste. La coopérative Frantz Fanon observe qu'en R.A.U. il existe bien un ministère spécial du barrage d'Assouan. Pourquoi pas un organisme de tutelle spécial pour le secteur socialiste ?

Notons, en passant, que l'intervention au congrès du directeur de l'Industrialisation, Mohamed Liassine, semble avoir déçu les congressistes à la fois par sa brièveté et par son insuffisance. C'est ainsi que la « tutelle » du ministère de l'Economie, comme ce fonctionnaire en convient lui-même, **« n'a pu faute de collaborateurs, s'exercer jusqu'à présent que dans la seule région d'Alger »** !

Finalement, les commissions ne se sont pas prononcées sur la nature controversée de l'organisme de tutelle. Et c'est le ministre de l'Economie en personne qui, dans son discours de clôture, a forcé la main du Congrès en optant pour **un seul** organisme de tutelle pour les deux secteurs.

D'ailleurs, si un organisme de tutelle est réclamé par la plupart, un délégué de Kabylie a souhaité que la tutelle ne s'exerce pas de façon trop « lourde » et « compliquée ». A son avis, il serait plus important de **regrouper** des entreprises similaires que de les « **coiffer** »

## LA BATAILLE DU « RELIQUAT »

La principale bataille du congrès s'est livrée sur la question du partage du fameux « reliquat » des bénéfices. Malgré la visible pression du rapporteur du Bureau politique et des présidents de séance, la grande majorité des délégués ont soutenu, avec ardeur, le principe de la distribution des bénéfices. Ils ont rapporté tout d'abord la très modique rémunération (horaire ou mensuelle) de la plupart des travailleurs du secteur socialiste. Ensuite, c'est l'argument d'un **stimulant nécessaire** qui a été le plus souvent invoqué.

Pour le délégué de la SOTRAPA, « **la question du stimulant matériel existe, même si on veut l'ignorer. Il faut augmenter la production par ce moyen. Autrement, on risquerait de la ralentir** ». Et de lancer un avertissement solennel : « **On cherche par ce biais à liquider l'autogestion, vous tenez son avenir dans vos mains. Demain, peut-être, il sera trop tard !** »

Les travailleurs se sentiraient lésés si aucune distribution n'était faite, si les promesses n'étaient pas tenues. Le délégué d'une usine de papier de Saïda s'écrie : « **Depuis un an, nous avons dit aux ouvriers, vous l'aurez, le partage des reliquats. Si nous les décevons, adieu les ouvriers ! Ils iront travailler dans les entreprises privées.** » Le délégué de l'usine de Mercier-Lacombe, près de Sidi-Bel-Abbès déclare : « **Ce qui a été gagné par la sueur doit revenir à la sueur** ».

De nombreux délégués soutiennent que la meilleure façon de venir en aide aux chômeurs, ce serait de consolider l'autogestion, de développer l'économie nationale et ainsi de leur procurer de nouveaux emplois.

Quelques congressistes suggèrent des solutions transactionnelles comme la distribution d'un « treizième mois » aux ouvriers ou d'une « prime » du genre de celle récemment accordée aux paysans sous autogestion. C'est un compromis de ce genre qui est finalement proposé au vote du congrès. Il ne suscite visiblement que peu d'enthousiasme. Un certain nombre de délégués se lèvent et le bras tendu, demandent la parole avec conviction. Mais le président de séance réussit finalement à enlever le vote au moment même où le président Ben Bella fait son entrée dans le fonds de la salle.

## VIGILANCE DEMOCRATIQUE

Pendant toute la durée des travaux, les congressistes ont fait preuve d'une remarquable vigilance démocratique. Des délégués ont critiqué assez vivement le mode de désignation du bureau et des commissions. Toutes les tentatives du bureau de limiter les interventions, ou de les tirer au sort, ou de ne plus donner la parole à de nouveaux orateurs de telle région particulière se sont heurtées au refus catégorique du congrès.

« **Nous n'aurons pas d'ici un certain temps la possibilité d'exprimer tout ce que nous avons à dire sur cette première année d'expérience de l'autogestion** », a déclaré un congressiste obstiné.

Des délégués (dont un membre d'une commission) ont exprimé le soupçon que les rapports lus par les délégués à la tribune n'auraient pas tous été transmis aux commissions : « **Les travaux des commissions ne sont pas conformes aux débats. Tout ce qui a été dit ici a été jeté au panier** ». Le représentant du Bureau politique, le frère Temmar, a protesté contre ce manque de confiance et juré que les commissions étaient tenues au courant de toutes les interventions des délégués.

Néanmoins, il semble que certains vœux exprimés par la Douane, la refonte des assurances sociales, la création d'une caisse de retraites, l'alignement des avantages sociaux des travailleurs du secteur socialiste sur ceux des fonctionnaires de l'Etat, la création d'un journal du secteur socialiste industriel permettant « **aux travailleurs de se mieux connaître les uns les autres, de confronter leurs points de vue, leurs solutions, leurs remèdes** », le lien contractuel des travailleurs qualifiés avec l'autogestion, etc., ne se retrouvent pas, ou ne se retrouvent qu'mplicitement, dans les résolutions adoptées.

## VERS UNE CONSCIENCE SOCIALISTE

Mais de toutes les interventions faites au congrès, ce qui domine, c'est, je crois, l'apparition chez nombre de travailleurs d'une conscience ouvrière socialiste, en même temps que la recherche d'une idéologie socialiste.

Un délégué des manufactures de tabac d'Oran déclare, avec regret : « **On parle d'animation socialiste, mais nous sommes encore inanimés idéologiquement** ». Le délégué de la menuiserie de Birmandréis réclame la création **d'écoles socialistes.**

Pour tous les délégués, l'autogestion est une expérience à la fois précieuse et irréversible. Un délégué de Mascara s'écrie : « **L'autogestion est l'événement le plus important de notre vie** ». Un autre, d'Annaba (Bône), déclare aux congressistes : « **Soyez conscients de ce qu'on vous a mis entre les mains. Qu'est-ce que l'autogestion ? C'est nous qui conduisons nous-mêmes. C'est nous qui sommes les maitres. La révolution est issue du peuple et pour le peuple** ». Un délégué du Sahara confirme : « **L'ouvrier algérien, après avoir été si longtemps humilié, est maître de lui-même** ». Enfin, un délégué d'une entreprise d'alimentation de Relizane, au moment de quitter le **podium** et après avoir crié : « **Vive l'U.G.T.A. !** », se ravise, revient au micro et lance : « **Vive Nous !** ».

Pour un délégué, « **pas un seul paragraphe des décrets de mars ne doit être changé** » et un autre s'indigne : « **Il y a des gens qui voudraient modifier les décrets de mars, qui voudraient des décrets de mars sur mesure !** » Un troisième, observant que tel mot, (celui de **location** d'un bien autogéré) ne figure pas dans les décrets de mars

s'exclame : « **Qu'on ne touche pas au secteur socialiste !** ».

Tous les congressistes sont conscients que le chemin de l'autogestion industrielle est semé d'embûches et que les ennemis du socialisme n'ont pas désarmé.

Mais, pour parer ce danger, un travailleur d'une carrière, aux mains calleuses, proclame que les autogestionnaires sont « **prêts à se battre à nouveau, comme en 1954** ».

Et le mot de la fin est trouvé par le jeune gars des constructions métalliques de Tlemcen : « **Une autre révolution est à entamer qui concerne l'économie et la politique. La révolution socialiste commence seulement aujourd'hui** ».

**Daniel GUERIN.**

**P.S. — Daniel Guérin vient d'apprendre que son compte rendu dans Révolution Africaine, bien qu'édulcoré, a vivement mécontenté le ministre de l'Economie Boumaza, lequel s'en est plaint amèrement à Mohammed Harbi, directeur de l'hebdomadaire. Le Ministre a fait les mêmes reproches au journaliste qui suivit le Congrès de l'autogestion industrielle pour le compte du très spécial quotidien Le Peuple, et, sur ordre de la direction du journal, le « coupable » dut se racheter en écrivant tout exprès un article à la gloire de Bachir Boumaza. La bataille entre socialisme par en bas et gouvernementalisme « socialiste » est engagée en Algérie.**

***

**Voici quelques chiffres tirés des thèses préparées par le F.L.N. pour son dernier congrès :**

**— Plus d'un million d'Algériens sont morts durant la guerre. Il y a actuellement en Algérie 300.000 orphelins, dont 30.000 de père et de mère.**

**— 8.000 villages ont été rasés par l'armée française. Leur population, « regroupée » en de simili-camps de concentration, comprenait 3 millions de personnes.**

**Les prisons et les camps de concentration proprement dits comprirent 400.000 détenus.**

**Le cheptel ovin est passé durant la guerre, de 7 millions de têtes à moins de 3 millions ; quant au cheptel bovin, il a pratiquement disparu.**

**— L'Algérie est un pays essentiellement agricole. Les paysans constituent de 65 à 70 % de la population. Par contre, il n'y a que 200.0000 emplois industriels pour une population totale de 11 millions d'habitants, soit moins de 2 emplois par 100 habitants, alors que pour les pays européens, cette moyenne est de 1 emploi pour 8 à 9 habitants.**

**— La France absorbait 80 % des exportations algériennes, cependant que 80 % des importations algériennes venaient de France.**

**Les exportations de l'Algérie sont constituées par le pétrole pour 45 % (en valeur), par le vin pour 28 %, par les agrumes pour 14 %, et par le minerai de fer pour 3,3 %.**

**— La propriété rurale algérienne comprend 8.500 exploitations de plus de 100 hectares et 15.000 d'une surface allant de 50 à 100 hectares, soit, au total, près de 4 millions et demi d'hectares, tandis que les petites exploitations, au nombre de 600.000, recouvrent 7 millions d'hectares.**

**— De cent à cent cinquante mille travailleurs sont occupés dans les entreprises agricoles autogérées ; ils produisent à eux seuls 60 % des denrées agricoles de toute l'Algérie.**

**Dans les entreprises industrielles autogérées, il y a 17.000 travailleurs, répartis en 450 entreprises.**

**D. G.**

---

# LA GRÈVE DES MÉDECINS EN BELGIQUE

La Belgique a connu, depuis le 1er avril, une grève d'un caractère exceptionnel, puisqu'il s'agit de l'abandon du travail par la majorité de son corps médical (80 %?).

Les soins n'ont plus été assurés sauf en cas d'urgence et tous les malades présentant une affection un peu sérieuse ont été dirigés vers les hôpitaux.

Il en a été ainsi partout dans le pays, sauf dans certaines régions des Flandres, dans des communes rurales ou industrielles peu nombreuses de Wallonie. Tous les appels de recours au médecin devaient se faire à un même numéro de téléphone variable par région ou ville. Un médecin gréviste de garde se rendait alors au domicile du malade et, compte tenu de la gravité du cas, dirigeait celui-ci vers un hôpital de la région.

Après une semaine de ce mouvement, les hôpitaux des grandes villes et même quelques-uns d'agglomérations moins importantes se sont trouvés à la limite de leur capacité d'hébergement et le gouvernement a dû mettre, à la disposition de la population, les formations hospitalières militaires, y compris celles de campagne.

La tactique des « grévistes » est simple : éviter tout accident pouvant donner lieu à une répression judiciaire (non-assistance à une personne en danger), énerver la population par la cessation des soins courants et créer l'anxiété dans les familles, embouteiller les hôpitaux.

Comment en est-on arrivé à cette situation dramatique et lourde de conséquences ?

La Belgique connaissait, avant la guerre de 1940, le système d'assurance-maladie volontaire, par les mutualités. Toutes avaient un caractère politique : socialiste, chrétienne, libérale, neutre, patronale. En 1945, tout en maintenant cette division, l'assurance devenait obligatoire pour les salariés et les appointés.

Basée sur un remboursement fixé d'avance, réadapté de temps à autre, celui-ci ne constituait plus qu'une couverture dérisoire pour le malade, le médecin étant libre de fixer, lui-même, suivant sa bonne volonté et son esprit de charité, le taux de ses honoraires.

En même temps, le progrès de la médecine et son coût, le recours aux soins augmentant chaque année, le budget des organismes assureurs (les anciennes mutualités) était, à chaque fin d'exercice de plus en plus déficitaire et devait, sous peine de faillite, être comblé par des subsides exceptionnels de l'Etat.

C'est devant cette situation, qui mécontentait tout le monde, que le gouvernement belge (démocrates chrétiens - socialistes) mit à l'étude une réforme profonde du système.

Un groupe de travail parlementaire devait aboutir à un protocole de réelle valeur sociale, puisqu'il prévoyait une amélioration substantielle des indemnités de maladie, une prise en charge de celles-ci par l'Etat pour l'invalidité prolongée, une gratuité de l'hospitalisation en chambre commune, une couverture à 75 % des actes de médecine générale pour les assurés sociaux à revenu modeste, un remboursement complet des risques médicaux et chirurgicaux pour les invalides, veuves, orphelins, pensionnés.

C'est sur la base de cette étude que furent calculées et admises, par les intéressés, les cotisations patronales et ouvrières, ainsi que les apports financiers de l'Etat pour arriver à un budget total permettant au système de fonctionner normalement, toute garantie étant prise, par ailleurs, en cas d'augmentation du coût de la vie ou d'un accroissement justifié des prestations médicales.

Syndicats et mutualités de toutes tendances, représentants patronaux, furent consultés et marquèrent leur accord sur le projet de loi.

A l'époque également, le projet tint compte d'un livre blanc, publié par l'association générale des médecins belges, et un protocole, définissant les droits et les devoirs du corps médical, fut signé par le ministre de la Prévoyance sociale et par les représentants des médecins.

Mais tandis que s'élaborait la loi, votée par une large majorité parlementaire en août 1963, les délégués médicaux signataires du protocole étaient désavoués par leurs mandants.

On vit surgir un mouvement puissant, organisé comme un parti totalitaire, avec des responsables par provinces, villes, cellules d'hôpitaux, etc. intitulé Comité National des Chambres Syndicales Médicales.

Par une propagande intensive, coûteuse, organisée par des techniciens de la publicité, rappelant à chacun la pérennité du serment d'Hippocrate, il fut facile de persuader médecins omnipraticiens ou spécialistes, que leur profession était en péril, tant dans son évolution scientifique que dans son exercice quotidien, qui ne serait plus qu'un esclavage au profit des politiciens (sic).

Animées d'un esprit corporatif, exploitant chaque texte de la loi dont la rédaction permettait une interprétation favorable à leur thèse, adoptant d'emblée une position de combat, les chambres syndicales ne pouvaient qu'aboutir à un diktat vis-à-vis du gouvernement : retrait pur et simple des 26 articles de la loi qui concernent la pratique de la médecine, ou l'opposition irréductible du corps médical jusqu'y compris la grève des soins.

Cette révolte du corps médical n'est pas autre chose qu'un mouvement d'une corporation qui refuse l'évolution et l'adaptation de sa profession vis-à-vis des besoins et des exigences de la collectivité.

Devant cette situation, les syndicats et mutualités ont réalisé un front commun de résistance : réunions, ordres du jour, manifestations en masse se sont succédé.

Après une première médiation, de nouvelles confrontations devaient aboutir à une rupture totale dans la nuit du samedi 11 avril, les chambres syndicales déclinant, dès lors, toute responsabilité dans l'organisation des services de garde.

Et, quelques heures après, à l'aube du dimanche 12, c'était la mobilisation de quelques trois mille médecins de réserve sur 10.000 médecins belges et la mobilisation civile des médecins travaillant dans les hôpitaux.

Le passage du pouvoir des services de garde des mains des chambres syndicales aux mains des militaires n'a pas été sans aggraver la situation des malades, mais avec cependant une certaine reprise de l'activité médicale.

Vers le 16e ou 17e jour de grève, la situation était devenue intenable, notamment dans le domaine des soins aux nourrissons et aux jeunes enfants, dirigés sans arrêt vers les services de pédiatrie des hôpitaux, où l'on trouvait le double de jeunes malades que ne permettait leur capacité d'hébergement et, dans certaines formations hospitalières, le danger non-négligeable d'une épidémie.

Une intervention des recteurs des quatre Universités a permis au 18e jour de cette pagaille de **suspendre** la grève des médecins. A l'heure où cet article est écrit, les pourparlers ont repris mais nous ignorons encore si les nouvelles discussions aboutiront ou non et si certains avantages sociaux ne seront pas compromis.

Quelles leçons devons-nous tirer de ces événements ? En premier lieu, c'est qu'une corporation en possession d'un métier, d'une technique propre irremplaçable, a pu faire échec à une loi votée démocratiquement et a obligé un gouvernement (sûr de sa majorité) à se plier à certaines de ses exigences.

L'abandon total ou partiel des soins aux malades pose un problème d'éthique professionnelle ; à titre de comparaison, j'ai soigné au moment de la libération de la Belgique des soldats nazis, des collaboraturs fascistes, des patriotes belges.

L'Etat belge a eu recours à une méthode qu'il connait bien, qu'il apprend à perfectionner à chaque occasion : la mobilisation des grévistes. J'ai été civilement responsable de la bonne marche de l'hôpital (300 lits) que je dirige et un officier de liaison est passé chaque jour me demander des comptes sur la situation de notre établissement.

La classe ouvrière belge avait une arme à sa disposition : une grève générale avec comme mot d'ordre un « service national de santé ». Cette arme n'a pas été employée parce que chez nous, comme dans bien d'autres pays, la classe ouvrière attend tout de l'Etat et méconnait sa propre force.

Si la loi Leburton n'est pas une loi socialiste, elle contient cependant des avantages sociaux.

A supposer que les nouveaux pourparlers aboutissent à une atteinte de ceux-ci, la classe ouvrière réagira-t-elle ? Il faut l'espérer.

**Docteur René GOFFIN,**
Agrégé de Chirurgie.

---

# Conflit de la médecine marchande

Cette grève des médecins belges a rapidement dépassé en intérêt un « cadre national » dont le caractère artificiel ne fait que s'accuser en présence de chacun des problèmes qui doivent y être résolus.

L'opinion internationale est alertée. Un peu partout, chacun pressent qu'une telle grève « impensable » met en cause les principes à la fois scientifiques, déontologiques et sociaux qui sont à la base de notre civilisation.

Ce conflit a mis face à face un gouvernement qui se veut socialisant et une profession libérale attachée à ses privilèges « d'honoraires ».

La médecine marchande s'est dressée devant un fœtus de médecine sociale. Elle en veut l'avortement. Son but est la fausse-couche.

Disons tout de suite que de toutes les professions libérales, celle du médecin a été jusqu'à présent la plus sympathique au peuple. Le médecin, en général, n'abdique pas de l'esprit carabin qu'il acquiert aux Ecoles. Le grand public n'a pas pris l'habitude de le traiter de « mangeur de briques » comme il le fait généralement de l'avocat ou du notaire, engoncés dans l'idée raidie de leur importance.

Mais une grève aussi insolite que celle qui a été déclenchée en Belgique a pour effet de mettre le médecin dans le même sac : profession à *clients*. Médecine marchande, justice marchande, commerce de santé tout autant que commerce de droit.

Tant que médecins, avocats, notaires et *tutti quanti* parleront de *clients* et *d'honoraires* un caractère douteux s'attachera à leur profession.

L'actuel gouvernement belge est « socialisant » avec d'incroyables timidités, qui tiennent au statut unitaire, étroitement conservateur, d'un Etat qui s'estompe dans les brumes de l'histoire vivante.

Il est de toute évidence que les Banques y jouent toujours un rôle déterminant, incompréhensible à qui sait qu'il suffirait de quelques bouts de loi pour faire rentrer dans leur coquille les hommes d'argent...

Il a été révélé que des groupes fascisticules, aidés par un « homme d'argent » qui truste une partie de la presse belge (celui-là même qui, grâce au secours d'un premier ministre socialiste, échap-

pa à la condamnation qu'aurait dû lui valoir sa collaboration avec les Allemands sous l'occupation) ont plus ou moins trempé dans le déclenchement de la grève des médecins. Un procès est annoncé à charge des journaux coupables de l'indiscrétion : nous en attendons les suites avec curiosité.

Le caractère resté « carabin » des médecins belges les a lancés dans une aventure dont ils n'ont pas mesuré toutes les conséquences. L'une des plus étranges est celle-ci : pendant plus de quinze jours, on a pu constater en Belgique qu'un dixième des médecins — ceux qui étaient de garde et ceux des hôpitaux militaires — ont suffi a assurer les besoins d'urgence.

On pourrait en déduire que les neuf dixièmes des médecins belges, ceux qui faisaient la grève dorée dans les hôtels touristiques français, hollandais et luxembourgeois, retirent leurs honoraires les plus substantiels de la part de malades qui ne le sont pas tant que ça.

D'ailleurs, pendant cette grève, les « mandamekes » à complexes psychologico-cucurbitacés qui forment le gros de la clientèle de certains médecins avaient bel et bien inscrit à leur agenda l'adresse et le numéro de l'hôtel touristique où poursuivait la grève leur toubib consolateur. La voiture aidant, de part et d'autre, il y eut un marché noir de la médecine marchande pendant cette drôle de grève...

Neuf dixièmes de docteurs Knock en Belgique ? C'est beaucoup. Et c'est exagéré comme conclusion du phénomène, car pour parer aux défaillances des grévistes, les médecins restés fidèles aux impératifs de leur profession, et le personnel infirmier, ce prolétariat de la médecine, se sont surmenés.

Une autre conséquence, beaucoup plus sérieuse, beaucoup plus positive, de cette grève étonnante, c'est qu'elle a fait progresser considérablement l'idée d'une socialisation inévitable de la médecine, en remplacement d'une loi qui se voulait sociale et que ne fut que fausse-couche.

Les pharmaciens aussi se sont agités, mais plus modérément.

Et cependant ils ont, eux, de réelles raisons de se plaindre, leur profession « libérale » étant de plus en plus ravalée au niveau de l'épicerie. La puissance des fabriques de « spécialités » pharmaceutiques dont le prix de revient réel des produits de base est multiplié par cinquante ou cent, est telle que le pharmacien en est à se demander pour quelle raison on lui a imposé des études universitaires jusqu'à l'âge de 23 ou 24 ans ! Degrelle est fils de pharmacien, et cela explique bien des choses ! Même chez les médecins, il y a des raisons légitimes de mécontentement.

Les médecins belges, dont le revenu annuel moyen sur base de leur clientèle sociale était établi à 400.000 FB par la loi, voulaient qu'il soit porté à 500.000. Et ils avaient un argument de poids à opposer à certains de leurs partenaires sociaux dans les discussions de boutique : les dirigeants syndicalistes qu'ils avaient devant eux (surtout les socialistes) ont un revenu annuel de plus de 500.000 FB. Du fait de leurs cumuls de mandats. L'actuelle plus grosse fortune d'un Borinage dévasté est celle d'un ancien dirigeant national et international des syndicats de mineurs, ancien député, ancien ministre, etc., dont le cumul des pensions dépasse de loin les revenus médicaux.

Les plus durs contradicteurs sociaux de la médecine marchande furent les syndicalistes chrétiens qui, eux, ne cumulent pas les mandats politiques et sociaux.

Qui donc fait le lit du fascisme renaissant, dont la grève des médecins belges est un signe préoccupant ?

De tous les appels lancés à la faveur de cette grève, celui des médecins de la Clinique socialiste de La Hestre est bien le plus valable.

Ils ont rappelé que la seule solution possible est une organisation rationnelle de la santé publique faite par les médecins pour les malades et financée par la collectivité et par une réforme fondamentale des structures des services de santé.

Ils ont, au surplus, estimé que, dans la hiérarchie des besoins vitaux et des valeurs, la création d'établissements hospitaliers se situe très largement au-desus de l'achat de chars d'assaut.

Notre camarade le Docteur René Goffin est le médecin-chef de la clinique socialiste de La Hestre.

Avec lui, c'est un peu l'esprit de la *R.P.* qui a répandu un léger souffle d'air pur dans une atmosphère empoisonnée par des considérations de médecine marchande et de fraude fiscale.

**Pierre HUBERMONT.**

# Les revendications des grévistes

*D'un copieux plaidoyer des médecins grévistes de l'agglomération bruxelloise qui nous est parvenu, nous relevons la liste suivante des revendications qui en est la conclusion :*

**Toute discussion sous la menace de l'art. 151 est impossible ; nous exigeons sa suppression avant toute discussion. Si ce point était acquis, nous nous proposons de défendre les principes suivants, qu'il faut considérer comme des revendications minima pour la promotion d'une médecine sociale de qualité, accessible à tous :**

1. **En aucun cas, la médecine entièrement libre ne peut être soumise à une contrainte, ni dans le chef du médecin, ni dans le chef du patient qui le consulte.**
2. **Tous les engagements sont de droit privé et devront être approuvés par l'Ordre des médecins. Celui-ci restera le juge suprême des conflits d'ordre professionnel. (Art. 4, Loi du 25 Juillet 1938). A l'encontre d'une contrainte vis-à-vis des non-contractants, la loi doit prévoir pour les contractants des avantages « sociaux » assurant la promotion sociale du médecin.**
3. **La fixation des honoraires et la révision de la nomenclature doivent être faites avant la signature des engagements en accord avec le Conseil de l'Ordre.**
   **Ils seront liés à l'index des prix et salaires. La détermination des taux de base doit tenir compte de la valeur réelle des actes médicaux. Ils ne peuvent pas être déterminés unilatéralement par les organismes assureurs. Leur révision devra se faire régulièrement, moyennant préavis. En médecine hospitalière, il doit y avoir indépendance totale entre les honoraires médicaux et le prix de la journée d'entretien. Les « prélèvements » abusifs doivent être légalement interdits.**
4. **La cogestion telle qu'elle est prévue par la loi est inacceptable. Certains problèmes ne sont pas de notre compétence. Par contre, pour les problèmes de notre compétence, nous exigeons qu'une majorité qualifiée nous soit garantie au sein de commissions techniques.**
5. **Les problèmes de la médecine hospitalière doivent être étudiés sur base représentative au sein d'une commission permanente groupant, d'une part, tous les Ministères intéressés (Prévoyance Sociale, Santé Publique, Intérieur, Education Nationale) d'autre part, des médecins hospitaliers universitaires et extra-universitaires.**
   **Dans le cas des médecins hospitaliers honorés forfaitairement, il doit y avoir indépendance totale entre les honoraires forfaitaires et le prix de la journée d'entretien. Ces traitements forfaitaires doivent être approuvés par le Conseil de l'Ordre et leur minima fixé par les organisations syndicales. Pour les médecins hospitaliers qui ne seraient pas « plein temps », seule l'activité hospitalière doit être considérée comme contractuelle, le restant de leur activité s'exerçant sans contrainte, sous la forme qu'ils auront choisie. Ces honoraires forfaitaires devront être versés directement aux médecins comme c'est le cas dans l'enseignement subventionné.**
6. **Aucune forme de médecine complètement gratuite ne peut être mise à charge du Corps médical. La collectivité doit prendre cette charge.**
7. **La répression des fautes doit rester essentiellement de la compétence des Conseils de l'Ordre.**

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

**Parti anti-américain ?**

**Non, parti internationaliste**

Les anciens lecteurs de la « R.P. » retrouveront là, à un préfixe près, un titre déjà employé par Pierre Monatte pour polémiquer avec notre ami Robert Louzon. C'était en des temps où celui-ci se déclarait « du parti américain ». Aujourd'hui, mon intention n'est pas de polémiquer avec Louzon sur son dernier article : « Ce qu'est la politique des Etats-Unis ». Je suis complètement d'accord avec cet article. Presque complètement. Hormis le paragraphe sur la guerre « loyale », la guerre qui serait « moralement acceptable » — selon Proudhon et Louzon — dans le cas où elle se ferait « à armes égales ». C'est assez inattendu de la part d'un camarade qui fait très souvent une comptabilité scrupuleuse des fusées et des bombes appartenant aux deux adversaires pour nous montrer que le maintien précaire de la paix, et que les ententes ouvertes ou tacites entre les deux « grands », résultent de l'équilibre des forces.

Ceci dit, il ne fait pas de doute que la politique actuelle des Etats-Unis est l'arme la plus efficace entre les mains du bloc dirigé par l'U.R.S.S., bloc cependant notoirement fissuré. C'est la politique des Etats-Unis qui donne actuellement à l'U.R.S.S. une supériorité stratégique certaine. Les Etats-Unis se préparent de tristes lendemains. En Amérique du Sud, notamment, ils ouvrent la porte à l'ennemi.

Est-ce seulement manque d'intelligence ? Il semble bien que ce soit un phénomène général — constaté pour la France en Indochine et en Algérie — que cette résistance bornée, cette ligne de défense sur des positions intenables, cette politique grossièrement réactionnaire, cette violence bête et cruelle. Bien entendu on abandonne cette politique stupide quand il est trop tard, quand elle a déjà mené au désastre, quand elle ne peut plus être défendue que par un petit groupe d'enragés, comme l'O.A.S. par exemple.

Il y a une O.A.S. aux Etats-Unis. Qui a tué Kennedy ? Il ne faut pas se lasser de poser et de reposer cette question. Louzon nous dit que Kennedy était seulement plus hypocrite. Non, pas seulement, puisqu'on l'a tué. De fait, depuis sa mort, non seulement le personnel politique a changé, mais le fond de la politique. Il est fou de nier le rôle que joue un homme, à un moment donné, dans une situation donnée.

⁂

J'imagine qu'il est bien entendu que cette critique, indispensable pour des révolutionnaires, que nous faisons ici de la politique des gouvernants américains, ne se confond en aucune façon avec l'anti-américanisme qui a maintenant remplacé l'anti-bochisme dans l'esprit du bon peuple français dont le vieux fond nationaliste et patriotard n'a pas encore fini d'être cultivé par ceux qui le gouvernent, ou qui aspirent à le gouverner.

Par deux fois, la puissance américaine est venue sauver « l'indépendance nationale » de ce peuple, et la seconde fois dans des conditions qui ne sont pas encore oubliées. Il s'est trouvé un ministre français, dit de « l'information », pour déclarer que, dans les deux cas, l'intervention avait été trop tardive. Mais quand cette puissance américaine veut rester présente en Europe, répudier cet « isolationnisme » qu'on lui reprochait hier, alors on lui dit : « go home », retournez chez vous et n'attentez plus à notre indépendance nationale ! On n'en finirait plus de mettre en évidence les inconséquences du nationalisme. Il suffit bien de dire qu'il est bête et que, comme tel, il est le plus grand danger du monde actuel.

Mais cette bêtise est malheureusement universelle ; le nationalisme est international. Nous n'avons aucune raison de ne pas voir et de ne pas dénoncer la bêtise, la misère, l'oppression, l'exploitation, l'hypocrisie quand elles sont américaines, comme nous les voyons et les dénonçons quand elles sont françaises... ou russes, ou chinoises. L'internationalisme ouvrier n'a pas de patrie, par définition, mais il n'a pas non plus d'adversaire privilégié. Il ne connait pas : les Américains ; mais : des Américains ; non pas : les Français, mais : des Français. L'expérience prouve qu'il n'est jamais inutile de répéter ces vérités élémentaires, même dans les colonnes d'une revue dont le titre est un programme.

Je ne sais plus dans quelle œuvre d'Eric-Maria Remarque, il y a ce dialogue entre deux hommes qui, dans un port international, sont accoudés au comptoir d'un bar : « T'aimes les Américains ? Non. — T'aimes les Anglais ? Non. — T'aimes les Russes ? Non — T'aimes les Français ? Non. — Alors, qui tu aimes ? J'aime mes copains ».

Nous aussi, nous aimons nos copains, en comprenant par là ceux — et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit — qui, dans tous les pays pensent à peu près comme nous sur les rapports entre les hommes et entre les travailleurs. Mais nous aimons, par choix délibéré, tous ceux qui luttent pour le bien-être et la liberté, ceux qui sont considérés comme inférieurs, les petits hommes dont nous sommes.

Cet internationalisme-là est une réalité. Il est de bon ton de le nier, ou de le ridiculiser sous prétexte qu'on ne l'entend pas dans le fracas des bombes. C'est la vieille erreur de celui qui croit qu'il a raison parce qu'il est le plus fort. Si l'histoire humaine, dans ce siècle qui a suivi la fondation de la Première Internationale des Travailleurs, prouve la défaite de l'internationalisme, elle ne prouve pas son erreur, au contraire ; elle ne prouve pas que sa défaite soit définitive.

Nous avons, avec d'autres, notre tâche à remplir pour que l'internationalisme revive. Non seulement pour qu'il revive comme théorie, mais pour qu'il soit effectivement une pratique. Une pratique qui se démontre à tout instant dans l'activité quotidienne.

⁂

**Main-d'œuvre immigrée, nouveau prolétariat**

Cet internationalisme pratique, il a, immédiatement et à côté de nous, de quoi s'exercer. Après les travailleurs nord-africains et espagnols, voici l'afflux d'ouvriers portugais. La grande presse nous a dit qu'ils étaient cent mille dans la région parisienne. Et elle nous a décrit les conditions dans lesquelles ils vivent, des conditions de sous-humanité.

Le problème de la main-d'œuvre est actuellement un des plus graves du capitalisme français. Nous en avons parlé plusieurs fois. Avec des « poches de chômage » entretenues dans certains secteurs et certaines régions, pour des raisons économiques ou politiques, ailleurs c'est le sur-emploi.

La semaine de soixante heures n'est pas exceptionnelle. La longue semaine est, en tout cas, la condition de cette croissance du niveau de vie « du Français » (croissance inégale et discutable) sur laquelle le Prince-Président base l'exaltation des prospérités de son règne. Curieux régime de travail que celui-ci : une pause annuelle de quatre semaines, et le reste du temps, on s'épuise en interminables et exténuantes journées !

L'appel de main-d'œuvre amène en France, surtout pour les tâches considérées comme les moins nobles, les ouvriers misérables des deux pays les plus sous-développés d'Europe, ceux de cette péninsule ibérique où règne encore la réaction la plus noire. Il ne manque même pas de salauds pour exploiter cet exode lamentable. Si les ouvriers portugais qui arrivent ici, légalement ou illégalement, trouvent assez facilement du travail, du travail dur mais relativement bien payé pour eux, ils ne trouvent rien des conditions de logement et d'hygiène qui font qu'un homme n'est pas une bête. Les journaux nous ont décrit particulièrement ce « bidonville » de Champigny !

L'internationalisme pratique demande, exige que les travailleurs français, *que leurs syndicats*, ne tolèrent pas cet état de choses. Où est la grande campagne publique des syndicats, de tous les syndicats (à leur défaut de comités ouvriers de solidarité) pour affirmer dans les faits que ces travailleurs venus d'autres pays sont nos camarades et nos frères ? Les municipalités, les offices publics, les entreprises doivent au moins prévoir les baraquements provisoires et les foyers d'accueil. Toutes les variétés d'exploiteurs français de la main-d'œuvre immigrée ont intérêt à ce que celle-ci soit parquée, isolée, constituant des sortes de « ghettos », avec le moins de liens possible avec la classe laborieuse française. En conséquence, nous avons intérêt à ce qu'il n'en soit pas ainsi.

La solidarité pratique avec les travailleurs portugais, espagnols, nord-africains est une des tâches syndicales les plus importantes de l'heure actuelle. Devrons-nous constater que les syndicats y auront encore failli ?

## Inauguration de la librairie « Les Editions Syndicalistes »

Eh bien ! c'est fait. Et même c'est bien fait. Evidemment, deux copains de l'Alliance syndicale espagnole ont travaillé dans les dernières heures — après leurs longues journées professionnelles — pour recouvrir de peinture blanche le décor d'isorel perforé. Au moment où j'écris, l'un d'eux a repris le pinceau pour une deuxième couche et pour un fignolage dont vous me direz des nouvelles. Que ces camarades soient ici cordialement remerciés ! Et que soit remercié également le camarade métreur-décorateur qui a fait de cette étroite et vétuste boutique un local très accueillant, dans un style qui lui est personnel. Ceux qui ont vu ce local quand nous y avons pénétré, et qui le voient aujourd'hui apprécieront les efforts et les résultats.

Si la main-d'œuvre a été, partiellement, bénévole, les frais que nous avons engagés n'en sont pas moins lourds à supporter. **Que personne n'oublie que la souscription continue** (10 F par action, à Robert Marcheti, compte-courant postal 7473-08, Paris).

Ce samedi 9 mai, il y avait du monde dans notre petit local. Pas assez de jeunes, sans doute. Des fidèles et des amis que nous ne voyons que dans les grandes occasions. Quelques-uns se sont excusés de ne pouvoir être présents, notamment, et de façon très cordiale, le camarade Roger Lapeyre. De petites allocutions ont été prononcées, successivement par Guilloré, Faucier, Charbit, Riguidel, Baranton, Rimbert, Hagnauer et le docteur Goffin, de Bruxelles. Malgré la tristesse qui pesait sur notre réunion en raison de la mort récente de notre grand ami Alfred Rosmer, l'amitié, la fraternité, la satisfaction se sont exprimées. Déjà, des organisations ouvrières du 18e arrondissement ont demandé à utiliser notre local. Cela va de soi, pour elles et pour d'autres, sous la responsabilité personnelle d'un membre de la coopérative ou de l'Union des Syndicalistes.

⁂

On pourrait partager cette réunion inaugurale en deux parties : avant le coup de vin blanc, après le coup de vin blanc. Personne ne s'étonnera que le ton ait monté dans la seconde phase. En tenant compte que le second coup a pu comprendre plusieurs verres. Bref, tout le répertoire humanitaire de l'époque romantique du syndicalisme y a passé. Je n'en fais pas une maladie. J'aime Gaston Couté ; beaucoup moins Montéhus et Guérard. Le chant des « Maçons de la Creuse », poussé par Riguidel, a obtenu tous les suffrages. Comme il fallait s'y attendre, cela s'est terminé par « l'Internationale » poussé à pleins poumons. J'avoue que, entraîné par le chœur, j'y ai joint ma voix sans économie de moyens.

On jugera mieux de l'effet quand on saura que notre local donne, à l'arrière, sur une courette étroite, et qu'il n'est séparé de la boucherie voisine que par une mince cloison ! Tant pis, le mal est fait. D'ailleurs, est-ce un mal ? Il se peut maintenant que le quartier soit vacciné, et qu'il nous reconnaisse bientôt pour ce que nous sommes, c'est-à-dire des gens tranquilles qui travaillent paisiblement, après s'être dûment défoulés.

⁂

Je viens de parler de travail. En effet, il s'agit maintenant de travailler. Ce travail, il va nous falloir l'organiser. Je remercie déjà les camarades qui se sont inscrits pour asurer une permanence. Nous penserons à eux. Et nous attendons d'autres offres. La prochaine réunion de l'Union des Syndicalistes aura lieu le 7 juin, au 21, rue Jean-Robert. L'administration de la « Révolution Prolétarienne » va bientôt s'y transporter. Nous y disposons déjà du téléphone : 607.02.06. Prenez note. Prenez note surtout du travail à faire.

## La conférence-discussion de Rimbert

Ce numéro de mai a été retardé par plusieurs circonstances : d'abord, cette inauguration dont je viens de parler, ensuite par l'obligation de rendre un hommage fraternel à la mémoire d'Alferd Rosmer ; enfin, les grèves de nos camarades postiers vont retarder la diffusion de notre revue. Il se peut donc que ce numéro arrive un peu tard pour préparer **la réunion-controverse qui va se tenir le samedi 23 mai à 15 heures, 78, rue de l'Université** (salle de la Fédération F.O. des Travaux publics et des Transports). Tous nos abonnés de la région parisienne auront reçu une invitation individuelle.

Le sujet de cette conférence est le thème de la brochure de Rimbert, éditée par « la Révolution Prolétarienne » : Pour un nouveau manifeste socialiste. Il est bien entendu que nous considérons le travail de notre ami comme une contribution à la discussion ouverte à l'occasion du **centenaire de la Première Internationale.** Cela veut dire que la brochure de Pierre Rimbert reste soumise au feu de la critique.

⁂

Je saisis l'occasion de rappeler que nous préparons un numéro spécial sur la **Première Internationale,** sa fondation, les batailles idéologiques et tactiques qui l'entourèrent. L'importance et la qualité des collaborations que nous nous sommes assu-

rées montrent que nos vingt-quatre pages n'y suffiront pas. Dès maintenant, nous envisageons l'édition **d'une brochure spéciale** dont le contenu s'annonce déjà d'un grand intérêt.

### Après un Premier Mai de routine

Le Premier Mai 1964, en France, n'entrera certainement pas dans l'histoire ouvrière. Il s'est borné à des meetings traditionnels, inégalement fréquentés. Si encore, ceux qui les organisent, croyaient vraiment à ce qu'ils font... Prenons l'exemple du meeting confidentiel de « Force Ouvrière » tenu au siège confédéral. Les dirigeants veulent-ils seulement réunir quelques centaines de militants dans une petite cérémonie du souvenir ? Personne n'a vu, à Paris, une affiche spéciale de « Force Ouvrière », ni l'annonce publique de ce meeting. Je me suis laissé dire qu'on avait pourtant édité 70.000 tracts pour cette réunion du 1er mai (je dis : soixante-dix mille !). Eh bien ! j'aime mieux croire qu'ils n'ont pas été distribués !

C'est dommage. Car les exposés y furent de grande qualité, notamment celui d'Antoine Laval, nouveau secrétaire général de la Fédération de la métallurgie. Ce fut un excellent tour d'horizon syndicaliste, pour un trop petit nombre d'assistants. Laval insista particulièrement sur **la réduction du temps de travail**, la situation en « queue de peloton » de la France en ce domaine, les signes évidents de surproduction qui se manifestent en certains secteurs, l'automobile en premier lieu. Tout cela aurait mérité d'être entendu par des ouvriers non habituellement militants.

Mais pour cela, encore une fois, il faudrait croire à ce qu'on fait...

Il reste que, sur le plan international, le Premier Mai conserve toute sa valeur de revendication et de bataille sociale.

Voyez ce qui s'est passé à Lisbonne, où la police de Salazar a tiré sur les manifestants et tué un ouvrier : à Bilbao où les travailleurs espagnols ont manifesté en proclamant : « nous voulons la liberté syndicale ! » ; même à Lomé, capitale du Togo où gouverne un certain Grunitsky, hôte récent et intéressé de notre Général-Président, lequel Grunitsky a, comme il se doit, dénoncé « les provocateurs » ! A Prague aussi où des étudiants ont tenu la rue au cri de liberté (des voyous, évidemment !)

⁂

Depuis ce premier mai, nous avons connu en France des mouvements importants chez les cheminots, dans la navigation aérienne, dans les constructions navales, dans la métallurgie. Et, au moment même où nous écrivons ces lignes, les importants arrêts de travail des postiers. Ce numéro est déjà trop petit pour tout ce qu'il doit contenir. Il nous faut remettre au prochain les commentaires et les jugements indispensables sur ces mouvements sociaux significatifs.

En Espagne, **la grande province ouvrière des Asturies** est de nouveau soulevée. Nous espérons pouvoir donner une étude sérieuse de cette bataille ouvrière espagnole, incessante, pour la liberté syndicale. En tout cas, il semble bien que la tyrannie de Franco soit prise à la gorge. Ce n'est certainement pas pour que ce triste vestige d'une époque révolue soit remplacé par un quelconque don Carlos !

**Raymond GUILLORE.**

# LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

## LA PREMIERE INTERNATIONALE CONTINUE AU XVIe CONGRÈS DE L'U.D.-F.O. DE LA LOIRE

*Le XVIe Congrès de l'U.D. de la Loire s'est tenu au Chambon-Fougerolles le 12 avril. Nous ne voulons pas en donner un compte rendu, ce n'est pas la place dans une revue ; nous voulons seulement le caractériser.*

*C'est Piolet qui a été la tête de l'U.D. en 1963. C'est une lourde tâche que la direction d'une U.D. Tony Peyre y avait perdu la santé et Soffietto sentait ses forces l'abandonner, parfois. Ils avaient, il est vrai, l'un et l'autre, déployé une activité dépassant les possibilités d'un être humain, et, cela, sans trop négliger l'effort permanent d'information et de culture qui permet au militant de dominer son époque, ses institutions et d'apporter toujours des vues élevées, reposant sur une documentation sûre, chaque fois que sont en jeu les intérêts de la classe ouvrière.*

*Piolet avait assuré le secrétariat administratif, comme permanent. Il était donc dans le bain et il a pu accepter la fonction de secrétaire général, assuré de la collaboration active de Peyre et de Soffietto et d'une équipe de militants de valeur et actifs. Il a bien mis au point la coordination des diverses activités de l'U.D., avec un bureau élargi qui se réunissait chaque semaine et comprenant le secrétaire adjoint ; Valomon, le secrétaire de l'U.L. de Saint-Etienne ; Ducros ; Pillot et Duplay, des fonctionnaires ; Acosta, des métaux ; Lefèvre, Loubière, Robert... D'autres militants expérimentés sont là, toujours prêts à donner la main : Samuel et Néel (EDF), Galambaud, Perrinet (métaux), Raberin, Levain, Goutelle, Cristin (U.L. du Chambon), Rey, Brivadès, Hoffmann, Micossi, Dancer (municipaux), Durand (métaux), Renoulet, Vernay (U.L. de Roanne)... tous membres de la C.E. Et, à Montbrison, une équipe de militants jeunes et expérimentés, Pallay, Tsigemajon, a hissé F.O. en tête de l'action revendicative.*

*Regrettons l'absence de l'ami Perrin, écrasé de besogne. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement.*

*Piolet s'est très bien acquitté de sa tâche, maintenant l'activité de l'U.D. au niveau où Peyre et Soffietto l'avaient poussée, enregistrant la continuité de la progression annuelle des effectifs et la naissance de nouveaux syndicats. Il a même utilisé la commission de formation économique du Comité d'expansion pour compléter la formation d'une équipe fort dynamique de jeunes dont certains apportent déjà un concours efficace à l'action de F.O. A l'U.D., la relève s'opère, au sommet comme à la base. Les formules inscrites en marge du rapport moral caractérisent bien son activité : « Prévoir, organiser, contrôler », « Voir neuf et être persévérant », « Contrôler mais aussi agir au niveau interprofessionnel », « En 63-64, un travail suivi et actif » « Recueillir les idées de tous », « Réfléchir ensemble » « Etre bien informé, c'est préparer une action valable », « En diffusant la presse syndicale (2 publications à l'U.D.) vous renforcerez l'organisation syndicale », « Renforcer les structures ». « Votre métier évolue ! Le syndicalisme aussi », « A la base de l'action est la connaissance. Pour l'acquérir une formation permanente est indispensable », « L'éducation est une question de temps et d'effort ». (Une place réservée aux jeunes, aux femmes, aux*

*étrangers).* «*L'Unité entre nos espoirs et les réalités* », « *Le monde agricole bouge, nous devons nous y intéresser* », « *Avec les étudiants des liaisons utiles* », « *Rester lucide, garder son libre arbitre devant chaque problème, examiner sans passion mais avec réalisme l'événement économique, voilà ce que nous voulons* », « *Le rôle du syndicalisme est de formuler les propositions des travailleurs, il n'est pas de décider à la place des députés* », « *Si on veut associer les représentants des salariés aux études du plan, il faut leur en donner les moyens* »...

*Voilà qui donne déjà l'esprit du travail de l'U.D. Mais il faut lire le copieux mais concis rapport de 56 pages qui a été soumis à l'étude des syndicats. Sur tout problème qui se pose au monde ouvrier actuel, des vues précises, un jugement sain, objectif, l'expression d'une action opportune et efficace, une documentation succincte mais caractérisant bien la situation, des perspectives précises avec les moyens d'action qu'elles impliquent. Nous signalerons quelques interventions montrant que les militants des syndicats sont à la hauteur de leur tâche. Pour clore ces quelques réflexions, nous reproduisons quelques phrases de la conclusion de Piolet qui situeront bien l'action de l'U.D. dans le mouvement syndical actuel comme dans l'évolution de l'U.D. qui, avec des méthodes d'action non figées, mais adaptées aux situations, reste dans l'axe du syndicalisme tel que la Première Internationale et la Charte d'Amiens l'on tracé.*

*« Dans ce rapport, une notion domine : ...un empirisime conscient. Notre confiance à tout ce qui permet de mieux organiser (technique, prévision, planification...) n'est ni aveugle, ni absolue, car nous redoutons que les moyens et les méthodes deviennent un carcan qui emprisonne l'homme au lieu de le libérer et de le servir. Nous croyons fermement que le meilleur moyen de construire le bonheur », ce n'est pas de l'imposer et de l'apporter douillettement, mais de laisser les hommes le gagner, selon leur personnalité. En créant des situations et un milieu favorable à cet épanouissement et à la conquête sociale, nous travaillons bien à leur émancipation.*

*» Le syndicalisme a présentement beaucoup d'amis, mais souvenons-nous qu'ils sont parfois plus dangereux que les adversaires déclarés.*

*» L'action syndicale, c'est avant tout l'œuvre de la volonté et de la patience et, en cette année du centenaire de la Première Internationale, mesurons le chemin parcouru sans toutefois oublier les perspectives de nos aînés qui affirmaient :*

*» Que l'émancipation du travail n'est ni un problème local, ni un problème national, mais embrasse tous les pays ! »*

*« ... Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail... est la cause première de sa servitude politique, morale, matérielle. »*

*« ... Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et à anéantir la domination de toute classe... »*

*Constatez-le, termine Piolet, nous sommes fidèles, les moyens ont changé, mais le combat continue... nous le gagnerons.*

*Oui, ça, c'est la fidélité, plus que les jeux d'abstractions qu'on fait mouvoir dans d'autres organisations, à la façon de marionnettes bien stylisées, selon un mouvement très dialectique qui est déclenché à partir d'une base imaginée ou démodée. Jeu qui charme encore trop de progressistes hier impressionnés par la logique stalinienne qui utilisait le langage du rédacteur des statuts de l'Internationale, ce qui n'est pas dangereux, mais détourne trop de militants d'une action vraiment constructive, d'un effort propre.*

**Urbain THEVENON.**

## LE RAPPORT MORAL DE PIOLET

**LE PROBLEME DES « UNITES »**

« C'est bien volontairement que le titre de ce chapitre parle des « unités ». Elles sont en effet très diverses. L'unité vue par la C.G.T. n'est pas la nôtre, le P.U.M.S.U.D. des enseignants a aussi son originalité et, sur le plan des principes, nous nous sentons près de lui comme un frère. Il y a aussi l'unité d'action et le refus des diverses « unités », qui ont leurs justifications.

» Toutes ces « unités » sont faites d'intentions, bonnes ou mauvaises, d'ambitions, d'innocence, d'inconscience, de réalisme, le tout flottant sur l'océan des événements politiques internes et externes, tantôt secoué par des tempêtes, tantôt par la brise... selon les origines du courant d'air.

« Dans la Loire, nos aspirations sont unitaires sur la base de la démocratie, de la liberté d'expression, de l'indépendance des idéologies.

» Nos partenaires possibles crient fort à l'unité, mais, malheureusement, ont tous un fil à la patte... Il est des vocations « unitaires » qui apparaissent trop de la propagande pour être sincères.

» ... Ce n'est pas l'U.D. de la Loire qui jettera des exclusives pour des questions de personnes ou de prestige d'organisation... Dans toutes les évolutions du monde actuel : techniques, sociales, politiques, une chose reste profondément vraie malgré les vicissitudes : le besoin de liberté accompagné de la nécessaire démocratie... C'est sur ces bases que les regroupements seront possibles... mais d'ici là, combien de sectarismes à vaincre ? Combien de plaies à panser ? Combien d'amours-propres froissés, ne rencontrerons-nous pas ?... »

**LA TABLE RONDE SYNDICALISTE**

« Avec nos concurrents, partenaires temporaires quand il faudra faire face au patronat privé ou d'Etat, les liaisons sont sporadiques, selon les secteurs professionnels, les situations géographiques ou la nature des événements...

» Nous nous retrouvons dans le cadre de la Table ronde syndicaliste avec la F.E.N., la C.F.T.C. et le Syndicat du Livre C.G.T. Beaucoup de choses nous rapprochent, d'ordre sentimental, mais la raison a des impératifs qui brisent les élans les plus souhaitables... »

Signalons ici que, pour la première fois, les délégués de ces organisations étaient invités au congrès de l'U.D.

**ETRE PRESENT SANS ETRE INTEGRE DANS L'ETAT**

« L'économique conditionne trop le « revendicatif » pour que nous nous en désintéressions. C'est ce qui distingue d'ailleurs en partie le syndicalisme de 1964 de celui d'il y a 50 ans.... Autour de la situation économique évoluent l'emploi... la production... la productivité... la démographie... les investissements privés et publics... Tout cela s'interpénètre dans le cadre du néo-capitalisme... selon qu'il sera présent ou absent, bien ou mal informé, capable de contrôler ou seulement de suivre sans comprendre, le syndicalisme sera entendu ou non...

» ... Notre attitude est celle du libre choix par l'examen de chaque situation au moment donné où elle se présente. A l'origine, comme dans l'évolution des problèmes que nous examinons, nous entendons garder intacte notre liberté d'appréciation...

» ... Certains voudront donner des pouvoirs économiques au niveau des institutions. Par exemple, on a parlé de Sénat économique. Notre réponse a été nette : non.

» ... Nous sommes présents au Conseil économique et au Comité d'expansion en raison de leur rôle consultatif, d'élaboration et de réflexion. Nous nous en retirerions s'ils étaient délibératifs... »

## L'intervention de Tony Peyre

Tony Peyre attira l'attention du Congrès sur la crise caractérisée de recrutement de main-d'œuvre dans le bâtiment, aggravée par les départs de plus en plus fréquents dans d'autres branches d'industrie.

Comment atténuer ce manque de main-d'œuvre ? Il faudrait d'abord assurer une formation professionnelle méthodique accompagnée d'une augmentation de salaires pour combler l'écart des rémunérations avec d'autres industries aux conditions de travail pourtant moins mauvaises. Au lieu de cela, on intensifie l'entrée d'une main-d'œuvre étrangère non adaptée aux travaux en cours et qui, au départ du moins, est bien obligée de se plier aux exigences du patronat.

Mais, le même gouvernement qui restreint les crédits au point de ne permettre que la construction de 4.000 logements chaque année (au lieu des 7.000 jugés nécessaires) n'a pas même laissé s'appliquer l'augmentation de 6 % qui ne compensait pas l'augmentation déjà réalisée de 7 % du coût de la vie.

Par contre, les prix ont augmenté de 10 % en moyenne, dans le bâtiment en 1963, certains corps de métier ayant imposé un relèvement de 15 %, et une armée d'intermédiaires, payés au pourcentage, continue de prélever la part du lion dans les coûts de construction, du négociant et vendeur de terrains et de logements aux directeurs de bureaux d'études, géomètres, métreurs, architectes. Jamais plan d'organisation rationnelle n'a été aussi nécessaire que dans cette branche. Les abus sont intolérables. Les spéculateurs et intermédiaires inutiles peuvent continuer de grossir leurs profits au pourcentage alors que ceux qui font le travail utile voient leur rémunération dévalorisée.

Jusqu'à l'Etat qui bénéficie de la hausse des prix avec la T.V.A. sur le prix des terrains et des constructions (12 %).

## L'intervention de Pallay

Pallay (métaux de l'Union locale de Montbrison) a relaté certains aspects de l'action dans les métaux de Montbrison qui méritent d'être signalés.

1° Aux Forges et Ateliers du Centre, les cadences de travail avaient augmenté depuis l'automne d'une façon permanente, rendant le travail infernal et par ses menaces de licenciements, la direction exigeait la réalisation de ces cadences.

La section syndicale, appuyée par l'Union locale, avec la totalité du personnel derrière elle, a exigé sous la menace d'une grève générale, une entrevue avec le patron parisien et l'inspecteur du travail. Après 2 h. 1/2 de discussion, et devant la volonté ouvrière, ont été obtenus : 1° une réduction de 50 % de l'augmentation imposée précédemment à chaud et 25 % à froid ; 2° la réunion des délégués par le patron tous les mois, alors qu'il ne les avait pas reçus depuis 4 ou 5 mois ; 3° la cessation de toute menace.

2° Aux Ateliers de la Loire, dont le siège social est à Nantes, le personnel réclamait une augmentation de 20 fr. de l'heure. La direction avait offert une prime d'assiduité de 4.000 fr. par mois ce qui donnait satisfaction au point de vue pécuniaire, mais interdisait toute absence, même pour activité syndicale.

Unanime, le personnel a refusé et, par des grèves renouvelées, pendant 4 semaines, a acculé la direction à fermer les ateliers pendant deux jours, puis à accorder une entrevue avec la direction générale, intouchable jusqu'alors. Ainsi, la prime d'assiduité de 4.000 fr a été maintenue, mais vidée de toutes ses conditions anti-syndicales.

A retenir que dans les deux cas, le personnel a volontairement mis au second plan ses revendications salariales pour obtenir des conditions de travail humaines et la garantie des droits syndicaux.

Dans ces deux entreprises les sections syndicales sont exclusivement composées de militants Force-Ouvrière.

## L'intervention de Chausse

Chausse a posé des problèmes d'actualité qui occupent une place de première importance dans l'action syndicale.

### ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Il a insisté d'abord sur la défense de l'enseignement technique.

« Nous devons, dit-il, prendre une part toujours plus active à cette action — soit dans le cadre du Comité départemental d'action pour la défense et le développement de la formation professionnelle et de l'enseignement public où toutes les organisations syndicales et les parents d'élèves sont représentés — soit en notre nom propre. Depuis plusieurs années, nous avons mené à ce sujet une action importante, par exemple à tout ce qui a été fait pour aboutir à la création du Centre du Bardot. Nous ne devons pas relâcher notre effort. De nouveaux centres d'Enseignement Technique doivent être construits. Parce que 1.081 garçons de 14 ans (dont 327 à Saint-Etienne) n'ont pas été admis, faute de place, dans les C.E.T. du département en 1963. Et que cette situation risque de s'aggraver d'année en année. »

Parce que l'Enseignement et l'Education sont parmi les problèmes majeurs de notre temps. Chausse a parlé aussi de fonds dits « de promotion sociale » dont bénéficie le patronat pour ses écoles sans contrôle de nos organisations.

Le patronat de la Métallurgie de la Loire, dénigrant systématiquement la formation professionnelle accélérée officielle, a fondé, depuis le 1er octobre 1963, son école de formation accélérée et demandé des fonds de promotion sociale. Nous avons pu nous opposer, jusqu'à ce jour, à ce que cette école privée, qui travaille dans de très mauvaises conditions (locaux exigus, professeurs médiocres), reçoive des subventions d'Etat. Nous avons pu, jusqu'à ce jour, convaincre le directeur du Travail, qui s'est opposé avec nous à reconnaître cette école. Mais pourrons-nous toujours nous opposer à ce que les patrons profitent pour leurs mauvaises écoles des fonds de promotion sociale ?

### LE COMBAT REVENDICATIF

Sur l'action revendicative qui est l'essentiel de la vie syndicale, Chausse note que dans l'industrie privée, les minimas contractuels sont très bas et les salaires réels à 40 ou 50 % au-dessus. Ce qui permet aux patrons de payer n'importe qui de 0 à 100.

« Nous sommes impuissants devant ce fait. L'action revendicative ne marche pas. Depuis un an, nous constatons que la C.G.T. ne suit plus. Serait-ce la conséquence de quelque accord secret de Gaulle-Khrouchtchev contre les Américains ? Je l'ignore, je constate simplement que nous ne pouvons plus aujourd'hui entraîner la C.G.T. dans un combat. Le 18 mars, il a fallu que les militants de base C.G.T. imposent la grève à leurs dirigeants. Et puis, depuis le 18 mars, c'est fini. Peut-être faudra-t-il que les autres organisations examinent ensemble le problème et prennent ensemble des décisions de lutte ?

Autre phénomène important de notre époque : la croissance démographique. Le Livre Blanc de Delouvrier faisait état du passage de la population française de 40 millions à 70 millions d'habitants en l'an 2000. Dans 35 ans, nous aurons presque doublé, c'est-à-dire que l'agglomération stéphanoise sera passée de 500.000 à 1 million d'habitants.

Il faut nous mettre en face de cette hypothèse. En prévoir les conséquences. Car cela doit se préparer et nous devons pousser à l'équipement de la région dans cette perspective. Prévoir dès aujourd'hui les maisons, les écoles, les stades, les routes qui nous seront nécessaires dans 35 ans.

Et d'abord, le emplois. Quelles usines peuvent doubler leur personnel ? Quelles entreprises nouvelles pouvons-nous faire venir ? Le rapport moral vous dit que notre Union départementale a multiplié, pour cela, les démarches et réunions.

Or, le département stagne. Il n'est ni en expansion, ni en perte rapide de vitesse. Et les responsables politiques se sont installés dans cette stagnation que nous n'admettons pas. Les uns, par politique (les patrons qui ne veulent pas que les salaires augmentent), d'autres par calcul, d'autres par ignorance (les conseillers généraux qui sont aux antipodes de nos préoccupations).

Alors, là encore, nous nous posons la question que la pression des travailleurs soit forte contre ces inerties et incapacités.

## Soffietto réclame la nationalisation de la pharmacie

Après une courte mise au point concernant son attitude en tant qu'administrateur sur un problème de personnel, Jean Soffietto demande au Congrès de ne pas revenir sur le programme confédéral en matière de Sécurité sociale, mais de se limiter à examiner le problème du conventionnement, non solutionné dans la région Rhône-Alpes, le financement de la Sécurité sociale et le rapport récent du Haut Comité Médical.

Sur le conventionnement, il déclare que le dernier bastion de résistance du Corps médical constitué par notre région, outre le préjudice qu'il fait subir aux assurés, empêche l'évolution normale de la médecine qui ne saurait continuer à s'exercer dans sa forme actuelle. D'autant plus qu'il prévoit un coût encore plus élevé du chapitre maladie dans le budget Sécurité sociale.

Dans l'immédiat, il convient de se pencher sur les différents chapitres des dépenses actuelles de la Sécurité sociale afin d'examiner les possibilités d'économie. C'est ainsi que l'orateur, en tant qu'administrateur de la Caisse de Saint-Etienne, examinant les dépenses du poste Pharmacie a été amené à présenter un rapport, diffusé au plan national, concluant à la nécessité de la nationalisation de cette industrie, en vue d'accroître l'efficacité de la recherche, de diminuer le nombre de spécialités et d'abaisser les prix de revient.

S'agissant du rapport du Haut Comité Médical, il considère que ledit Comité a débordé de son rôle en cherchant à orienter le gouvernement, en matière d'assurance maladie et d'invalidité, vers une couverture plus limitée des assurés.

Il proteste contre une telle atitude et indique que les représentants élus des assurés sociaux ne doivent pas être écartés de discussions de l'espèce.

En conclusion, au nom de la Commission sociale, il propose une résolution traitant également du logement, de l'enseignement technique et des Allocations familiales qui est adoptée à l'unanimité.

# LES RÉSOLUTIONS VOTÉES

Parmi les résolution votées, nous donnons des extraits de la RESOLUTION ECONOMIQUE et de la RESOLUTION SOCIALE.

I. — Dans la première, les délégués :

**REAFFIRMENT** leur opposition à toute initiative d'ordre institutionnel ou législatif qui transformerait le Conseil Economique et Social ou les Comités d'Expansion en organismes délibératifs.

Le rôle de l'organisation syndicale est et doit rester consultatif et de contrôle.

**REGRETTENT** que l'organisation de la planification française, telle qu'elle est encore prévue dans la préparation du V$^{e}$ plan, soit trop centralisatrice et ne tienne pas suffisamment compte des réalités régionales dans les domaines de l'emploi, de la main-d'œuvre, des infrastructures (communications) et des équipements sociaux (logements et écoles). Il est particulièrement navrant de voir que la non-implantation d'industries nouvelles dans la Loire, ainsi que le niveau anormalement bas des salaires, aboutissent à la désertion d'une main-d'œuvre hautement qualifiée au profit d'autres départements voisins.

**PROTESTENT** contre la situation faite aux représentants syndicaux dans les commissions régionales de préparation du V$^{e}$ plan, dont la désignation dépendra du bon vouloir patronal.

**PROTESTENT** contre les décisions prises récemment par le gouvernement en ce qui concerne la réforme administrative qui confèrent aux Préfets des pouvoirs qui ont pour but d'affaiblir encore l'influence des corps intermédiaires et en particulier des organisations syndicales.

**S'ELEVENT** avec vigueur contre la politisation des entreprises nationalisées confirmée tout récemment lors des renouvellements des Conseils d'administration des Houillères où le pouvoir vient de placer ses hommes à la tête de ces entreprises.

**REAFFIRMENT** la nécessité absolue d'implantation industrielles nouvelles. **S'ETONNENT** des lenteurs du Conseil général de la Loire pour voter en suffisance les divers crédits ou les garanties nécessaires à un démarrage rapide de la zone industrielle de Bouthéon, alors que des industriels sont maintenant demandeurs.

**AFFAIRE SCHNEIDER.** — Ce paragraphe prend toute son importance au moment où SCHNEIDER, brutalement, sans avoir informé les représentants syndicaux, et sans s'être préoccupé du sort des victimes, a licencié 470 ouvriers de l'usine de Saint-Etienne (La Chaléassière).

II. — Dans la deuxième resolution, le Congrès :

**REJETTE** toute politique des revenus qui conduirait à accentuer les écarts de niveau de vie entre les travailleurs, les retraités et les autres catégories sociales : commerçants, professions libérales, industriels, dont les ressources incontrôlables dans la situation actuelle continueraient à s'accroître sans restriction.

**RECLAME** l'application progressive et rapide des 40 heures de base hebdomadaire sans perte de salaire et la suppression des 20 heures de dérogations instituées par la loi Croizat de 1946.

**SE FELICITE** de l'action syndicale ayant abouti à la généralisation de la 4$^{e}$ semaine de congés payés.

III. — Nous soulignons un paragraphe particulièrement intéressant de la résolution sur le logement :

Le Congrès s'élève contre la création de Société collectant le 1 % ayant pour but la création de logements de fonction, enfin le Congrès demande la centralisation du 1 % par un seul organisme à gestion paritaire assurant une répartition en priorité aux organismes de construction à caractère social.

Signalons en outre la résolution sur l'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE, qui marque tout l'intérêt apporté par l'U.D. à un problème qui doit rester en tête des préoccupations des syndicalistes :

Les délégués tiennent à exprimer leur inquiétude devant le désordre qui règne au sein de l'Education nationale :

— Manque de locaux et de maîtres dans les divers degrés de l'enseignement, et surtout dans l'enseignement technique.
— Surcharges des programmes qui nuisent à la santé et à l'éducation des enfants.
— Paralysie partielle de l'orientation professionnelle par l'insuffisance de moyens.

Le Congrès rappelle une nouvelle fois que la possibilité pour tous les enfants de pouvoir suivre des études les conduisant à une profession correspondant à leurs possibilités est une des conditions de la justice sociale et une nécessité impérieuse pour l'avenir du pays.

Enfin, le Congrès se félicite de l'action de ses représentants qui a conduit à une sensible amélioration de la réglementation et des conditions de l'apprentissage sous contrat. Il souhaite que soient renforcés les moyens de contrôle mis en place afin de faire respecter la nouvelle réglementation des contrats d'apprentissage.

# III. - Les inconvénients du nationalisme

Lorsqu'un peuple n'est pas libre, qu'il est opprimé par une autre nation, il a besoin d'acquérir son indépendance. En effet, l'indépendance nationale d'un peuple est la condition nécessaire de son propre développement social. Tant qu'un peuple est nationalement opprimé, il ne peut pas songer à sa libération sociale. Aussi, le nationalisme est-il un facteur révolutionnaire pour tous les peuples qui doivent conquérir leur indépendance. C'était le cas des pays de l'Occident hier, c'est le cas des peuples coloniaux aujourd'hui. Mais si le nationalisme est un facteur révolutionnaire lorsqu'un peuple lutte pour son indépendance, il devient réactionnaire chez un peuple qui a acquis l'indépendance. Le caractère révolutionnaire du nationalisme réside dans la lutte que mène un peuple pour se libérer de l'oppression et de la domination d'une autre nation. Mais une fois libéré, ce peuple ne doit pas se renfermer sur lui-même, ni devenir à son tour une nation dominatrice ; il doit rechercher la coopération avec les autres peuples pour construire une société universelle dans laquelle la fraternité de tous les peuples sera la règle. Or cela devient impossible si le nationalisme demeure l'idéologie conductrice, car le nationalisme devient alors le refus de la coopération internationale et dresse les peuples les uns contre les autres, crée un esprit de domination et conduit à des conflits qui peuvent à tout moment se transformer en guerre ouverte.

Ces idées, j'ai essayé de les expliquer aux amis tunisiens chez qui le nationalisme domine. Je me suis efforcé de leur démontrer que même la simple unité du Maghreb et à plus forte raison l'unité africaine avaient comme condition préalable l'abandon de l'idéologie nationaliste. Car comment réaliser l'unité du Maghreb si les Marocains sont nationalistes et placent le Maroc au-dessus de tout ? On peut en dire autant des Algériens et des Tunisiens. Sur la base du nationalisme, l'unité du Maghreb ne peut signifier que la domination de l'une de ces trois nations sur les deux autres. Cette domination serait d'autant plus inévitable que le Maroc est construit sur une monarchie et les deux autres sur le principe du parti unique, avec à sa tête un chef suprême. Dans ces conditions l'unité du Maghreb ne peut se concevoir que sous la domination du roi de Maroc, de Ben Bella ou de Bourguiba. Ce serait alors une unité à la prussienne et on sait où cela conduit, l'histoire de l'Allemagne le montre. Pour que l'unité du Maghreb puisse se faire, il faut abandonner l'idéologie nationaliste, abandonner aussi le principe du parti unique et du chef suprême. Tant que le nationalisme restera la règle de conduite, l'unité du Maghreb sera impossible et, à plus forte raison, celle de l'Afrique.

Les dangers du nationalisme se sont déjà manifestés en Afrique depuis que de nombreux pays ont acquis leur indépendance. Le Maroc, au nom de la souveraineté marocaine, revendique la Mauritanie et la guerre ouverte a déjà fait des dégâts entre l'Algérie et le Maroc. La Tunisie revendique une portion du Sahara que l'Algérie n'est pas disposée à lui donner. La guerre ouverte a dressé la Somalie contre l'Ethiopie, et dans toute l'Afrique des conflits de ce genre couvent. Or tous ces conflits seront d'autant moins solubles que le nationalisme domine les esprits.

Ce n'est pas seulement dans les relations entre nations que le nationalisme est dangereux, il l'est aussi dans l'orientation de la politique intérieure. C'est lui qui est à la base de la création de forces armées de plus en plus puissantes et de plus en plus équipées de matériel lourd. C'est ainsi que la Tunisie a son armée, qu'elle veut créer son aviation militaire, sa marine. Pour se défendre contre qui ? La Lybie et l'Algérie sont les deux seules nations ayant une frontière avec la Tunisie. Est-ce pour se défendre contre ces deux peuples frères que l'armée tunisienne a été créée ? Une invasion venant de la mer ne pourra être que le fait de grandes puissances contre lesquelles, dans ce cas, les forces armées tunisiennes ne pourraient rien. Mais nous ne sommes plus à l'époque où les grandes puissances faisaient des conquêtes coloniales, au contraire nous assistons à l'inverse. Et puis aujourd'hui, il y a une organisation internationale qui réagirait contre toute invasion : l'affaire de Suez l'a montré. Alors pourquoi une armée qui pèse sur le revenu d'un pays déjà pauvre ? Seul l'orgueil nationaliste peut la justifier. Et cela coûte cher à l'économie du pays.

Un autre aspect du nationalisme se manifeste dans l'orientation de l'économie nationale et s'exprime sous le slogan de l'indépendance économique. Si l'indépendance politique et juridique d'une nation est la condition nécessaire de son épanouissement social et culturel, l'indépendance économique est un non-sens car la division du travail, qui est la base du progrès, exige la coopération entre les peuples comme elle exige la coopération entre les individus. En recherchant l'indépendance économique, on est amené à des mesures qui entravent le développement du pays au lieu de le favoriser.

Lorsque j'arrivais en Tunisie, mon premier soin fut de jeter un coup d'œil sur l'économie du pays et particulièrement sur l'agriculture qui en est la base essentielle. Quelle ne fut pas ma surprise de voir qu'on faisait du riz afin de ne plus être obligé d'en importer. Du riz dans un pays où l'eau est un problème, alors qu'il s'agit d'une plante qui pousse dans l'eau ! C'est le nationalisme économique qui a inspiré cette culture du riz dont le caractère antiéconomique est évident. Il en est de même en ce qui concerne la betterave. Il y avait en Tunisie une raffinerie de sucre qui raffinait le sucre brut importé. Voulant se rendre indépendant de toute importation de sucre, le gouvernement, sur le conseil d'experts en mal de réalisations à tout prix, décida de construire une sucrerie-raffinerie dans la région de Béjà. Du même coup, il a fallu décider de cultiver la betterave. Or il s'agit ici d'une plante qui demande une terre grasse et humide, tandis que la terre tunisienne est sablonneuse et sèche. Certes, dans la région de Béjà la terre est plus grasse que dans le reste du pays, mais étant donné l'irrégularité des pluies, souvent leur insuffisance, la culture de la betterave est nettement antiéconomique. Seulement voilà, poussé par le nationalisme économique il fallait se rendre indépendant de l'importation de sucre.

On pourrait citer encore des exemples de ce genre, comme le désir de construire une usine sidérurgique, un chantier naval. Toutes ces réalisations inspirées par le nationalisme économique coûtent cher et au lieu de contribuer au relève-

ment du niveau de vie de la population pèsent lourdement sur ce niveau de vie.

Il est un autre domaine dans lequel le nationalisme a fait également beaucoup de mal au développement du pays : c'est celui de la récupération des biens appartenant aux Européens. Ici, plus que partout ailleurs l'opération a été inspirée par le nationalisme, sans égard pour les intérêts économiques du pays. Souvent même l'opération a été inspirée par le simple désir d'enrichissement d'une bourgeoisie et d'une bureaucratie tunisiennes. Il est une chose que les pays ex-coloniaux oublient, c'est que le changement du statut juridique d'une entreprise quelconque n'augmente pas le patrimoine national. Une entreprise, par exemple, qui se trouve en Tunisie, fait partie du patrimoine national quel qu'en soit le propriétaire. Changer la nationalité de ce propriétaire ou la nationaliser n'a pas le pouvoir magique de dédoubler cette entreprise, ni de l'agrandir. Je ne veux pas dire par là qu'il ne fallait pas toucher aux entreprises appartenant aux Européens, il le fallait. Mais l'esprit qui devait guider cette opération devait être social et économique et non national. C'est-à-dire qu'il fallait agir en fonction de l'efficacité économique et de l'intérêt social et non en fonction du nationalisme. Au cours de discussions que j'ai eues avec des Tunisiens à propos de la reprise des terres des colons, je leur posais cette question : « supposons que tous les propriétaires agricoles européens de Tunisie soient, par un coup de baguette magique, transformés en Tunisiens. Pensez-vous que le problème agraire serait résolu » ? Naturellement, mes interlocuteurs me répondaient non. Alors, leur disais-je, vous voyez bien que le problème agraire n'a rien à voir avec la nationalité des propriétaires. C'est un problème économique et social, et c'est de ce point de vue qu'il faut le traiter et le résoudre et non du point de vue nationaliste.

Lorsque la Tunisie a acquis son indépendance, elle s'est trouvée devant une structure agraire qui présentait trois caractéristiques bien particulières : une propriété latifundiste, celle des biens religieux ou tribaux ; une petite propriété parcellaire, celle des paysans tunisiens que la colonisation avait rejetés vers les djebels ; une grande propriété capitaliste généralement entre les mains des Européens. Cela représentait trois structures agraires différentes, dont la plus évoluée était celle de forme capitaliste et la plus retardataire celle de forme latifundiste. Une réforme agraire dans ces conditions sera effectuée de manière différente selon que l'on se place au point de vue économique et social ou au point de vue nationaliste. De ce dernier point de vue, la première action à faire était d'exproprier les colons européens, mais une telle action était de toute évidence antiéconomique car elle aboutissait à paralyser la production dans le secteur agricole le plus évolué et le plus productif. Les premières tentatives qui ont été faites dans ce domaine l'ont démontré par une chute terrible du rendement. Devant ce danger, le gouvernement tunisien avait ralenti la reprise des terres de la colonisation ; mais poussé par l'idéologie nationaliste il l'a accentuée ces dernières années et, on sait qu'un accord a été signé avec la France pour cette récupération (1). Or les terres des Européens, qui sont répétons-le, les plus rationnellement exploitées, ne peuvent être partagées en petites propriétés, ce serait un désastre pour la production. Elles ne peuvent pas davantage être vendues comme telles à des capitalistes tunisiens, ce serait scandaleux aux yeux du peuple qui est déjà profondément indigné par l'enrichissement d'une certaine catégorie de Tunisiens. Dans ces conditions, il ne restait qu'une solution : les nationaliser et en faire des exploitations collectives. C'est ce que le gouvernement tunisien a finalement fait avec les unités de production agricole. L'idée est en soi excellente, mais vouloir la réaliser et la réaliser vite sans tenir compte des conditions historiques, c'est faire du « socialisme » par implantation dans un milieu qui n'est pas mûr pour cela et aller au devant de déboires. Une réforme agraire rationnelle en Tunisie aurait dû commencer par une mise en valeur des terres en friches et ne passer à un autre stade de réforme agraire que lorsque toutes les terres non cultivées auraient été mises en valeur. Le gouvernement tunisien a, d'ailleurs, agi dans ce sens en abolissant les biens habous (biens religieux) et en entreprenant de mettre en valeur des terres abandonnées. Mais cette opération est encore loin d'être achevée que, poussé par le nationalisme, il entreprend de récupérer les terres des Européens. Le résultat est, évidemment, un piétinement au lieu d'une expansion de l'agriculture.

Le même phénomène se produit dans l'industrie et le commerce. Il faut que dans les sociétés la majorité des actions appartiennent à des Tunisiens, que le directeur soit Tunisien. Ces mesures ont eu pour conséquence de paralyser l'activité des entreprises qui se sont dès lors contentées de laisser tourner la machine sans faire un effort pour l'améliorer ou l'agrandir.

Toutes ces mesures ont eu comme conséquence de freiner le développement économique du pays. Malgré l'aide étrangère et les efforts certains du gouvernement, les résultats ne sont pas en rapport avec la dépense. Les résultats auraient été tout autres si le gouvernement avait laissé fonctionner les entreprises industrielles ou agricoles en fonctionnement et avait consacré tous ses efforts à mettre en valeur les terres incultes et à créer des activités industrielles là où il n'y en avait pas. Une de ces activités est le tourisme. Il y a là pour la Tunisie une source de richesse immense. Située près de l'Europe, avec son climat, ses plages, ses richesses archéologiques et le charme du paysage, la Tunisie pourrait drainer vers elle des millions de touristes. Quand on pense qu'elle n'en reçoit même pas cent mille, on voit tout ce qu'il y a à faire dans ce domaine. Mais voilà, le développement du tourisme suppose que la Tunisie se tourne vers l'Europe, car c'est l'Europe qui peut lui fournir les millions de touristes dont elle a besoin. La raison en est purement géographique : les pays européens sont tout près. Ce sont d'ailleurs eux qui fournissent actuellement la presque totalité des touristes. C'est aussi l'Europe qui peut être le meilleur débouché pour l'agriculture tunisienne dont les cultures hivernales de primeurs pourraient ravitailler les régions nordiques du vieux continent.

Pierre **RIMBERT.**

**« Les syndicats, s'ils veulent remplir leur mission, ne doivent en aucun cas servir d'appendice à aucun parti politique. Les syndicats forment l'école du socialisme. S'ils ne restent pas indépendants des partis politiques, c'en est fait d'eux. Dans les syndicats, les ouvriers luttent contre le capital et deviennent, par suite, socialistes. Tous les partis politiques, quelle que soit leur direction, ne communiquent d'enthousiasme à la classe ouvrière que pour un temps, tandis que les syndicats créent dans la masse ouvrière des liens puissants et durables. Les syndicats seuls peuvent former le véritable parti ouvrier et opposer la force ouvrière à la puissance du capital. »**

Karl MARX.

(1) N.D.L.R. — On sait que, d'une façon unilatérale, le gouvernement tunisien vient de répudier cet accord.

# AU CHILI : LES SYNDICATS ABSENTS

Plusieurs facteurs sont actuellement réunis qui favoriseraient un vaste mouvement revendicatif dans le camp des salariés. L'inflation est continue, la bourgeoisie chilienne est apeurée, le gouvernement, plusieurs fois remanié, se sait condamné. Une volonté syndicale clairement exprimée aurait dans cette conjoncture grande chance de s'imposer.

Or, aucune politique syndicale d'envergure n'est exprimée, moins encore tentée. Si l'on excepte les travailleurs du cuivre, qui ont obtenu de nouveaux avantages à la suite de deux grèves longues, le secteur privé ne bouge pas. Par contre, les travailleurs des services publics et des régies, les fonctionnaires, se sont lancés dans la bagarre, dans des conditions discutables.

Cette situation paradoxale s'explique cependant, en premier lieu, par la structure et le fonctionnement des syndicats, et, ensuite, par l'atmosphère électorale du pays : les élections présidentielles se dérouleront en septembre prochain.

Il existe quelque deux mille syndicats dans le pays, la majorité fonctionnant comme syndicats d'entreprise, avec cotisations retenues sur la feuille de paie et direction étroitement liée à la vie — et aux influences — de l'atelier ou de l'usine. Quelques fédérations et confédérations professionnelles fonctionnent, mais leur poids ne s'exerce dans le meilleur des cas que sur un plan corporatif. D'où l'absence d'un effort, d'une perspective communs à l'ensemble des travailleurs. La Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.), malgré son titre ronflant, agit davantage comme appareil d'agitation fortement politisé que comme centrale ouvrière, et ne contrôle effectivement que de maigres troupes.

La législation sociale étant théoriquement développée, et les multiples règlements enserrant les organisations syndicales dans un réseau étroit de droits et devoirs, l'initiative syndicale se trouve réduite, et l'habitude de s'adresser au législateur, c'est-à-dire à l'un ou l'autre parti, s'est implantée. Pour les salariés du secteur privé, il s'agit d'obtenir de temps à autre le relèvement du salaire minimum — pas toujours appliqué — Pour les fonctionnaires et dépendants des services et régies publics, le recours au Parti radical est constant.

C'est ainsi que les radicaux se sont efforcés, alors qu'ils se trouvaient encore au gouvernement — alliés aux conservateurs et aux libéraux — d'obtenir un rajustement des traitements publics, de façon à regrouper leurs clientèles électorales en vue du prochain scrutin. Après bien des discussions avec le Président Alessandri, dont les principes d'austérité financière constituent l'essentiel de sa doctrine, un relèvement de 38 % environ a été obtenu, mais non encore appliqué. Sur cette base, d'autres secteurs (municipaux, services paraétatiques) ont lancé des mouvements revendicatifs, dans l'espoir d'arracher les mêmes avantages, lesquels, soit dit en passant, n'atteignent pas la hausse du coût de la vie. Ces grèves marginales ont été en partie capitalisées par la C.U.T., avec l'appui bruyant des partis socialiste et communiste, et celui, plus discret, du parti démocrate chrétien.

Phénomène intéressant, la grève des services municipaux, des transports de l'Etat, du personnel d'enseignement, déclanchée pour 72 heures suivant les consignes de la C.U.T. a provoqué des réactions inattendues pour les chefs d'orchestre. Ceux-ci entendaient à leur tour capitaliser le mouvement et les résultats, mais sans effrayer la masse électorale.

Or, à la sortie du meeting de concentration tenu au troisième jour de grève, à Santiago, et après que le cortège de manifestants eut sagement défilé suivant le parcours arrêté de commun accord entre dirigeants syndicaux et services de police, des bagarres violentes éclatèrent. C'étaient en majorité des jeunes gens, mais aussi des membres de l'enseignement et des ouvriers des transports qui rompaient avec les consignes de calme pour s'en prendre aux autobus et cars de transport publics roulant en dépit du mot d'ordre de grève.

La réaction de la presse communiste et socialiste fut assez comique. Il fut question de « jeunes délinquants », puis de « provocations d'extrême droite », voire d' « agents nazis ». Il n'était évidemment pas question, en cette période électorale, de signaler que des militants ouvriers pouvaient préférer l'action directe violente aux processions.

Toujours est-il que dans l'enseignement, une majorité se dessina pour prolonger la grève, jusqu'à l'obtention des revendications. Il y avait, certes, dans ce durcissement, un facteur politique qui jouait : les radicaux, nombreux dans la corporation, voulaient se montrer plus combattifs que les communistes, dans leur opposition toute fraiche à la politique gouvernementale, après leur séparation de la coalition Front Démocratique (conservateurs, libéraux, radicaux). Mais il y avait aussi des enseignants qui pensaient tout bonnement que des grèves symboliques ou à durée préfixée ne pouvaient donner de résultats. Finalement, les communistes, socialistes et démocrates chrétiens enlevèrent la majorité au referendum pour connaitre l'opinion des bases. Et l'on put voir tel professeur socialiste, partisan de la continuation de la grève, malgré les consignes de son appareil, être arrêté au cours de manifestations de rues, par ses collègues communistes, pour être remis... entre les mains des carabiniers.

En dépit de la liberté de presse qui existe au Chili, c'est-à-dire de la possibilité pour chacun d'éditer et de répandre des publications imprimées, il est à peu près impossible à l'opinion d'être renseignée sur la réalité intime des grands problèmes, et notamment sur les mouvements sociaux. Entre les quotidiens indépendants, qui relèvent en fait de groupes d'intérêts financiers, et qui ne fournissent que des interprétations des événements, et la presse communiste, qui ne publie que des spéculations sur les mêmes thèmes, aucune information, immédiate ou fondamentale, n'est mise à la disposition du lecteur. D'où sans doute, l'importance de ce phénomène permanent qu'est la nouvelle portée de carrefour en café, d'autobus au comptoir, et qui nourrit le citoyen chilien autant qu'une presse qu'il sait déformante, tapageuse ou d'une discrétion intéressée, c'est-à-dire la *copucha*.

**L'ITINERANT.**
**15-4-64**

# «Notre doctrine syndicale»

Cette brochure de 36 pages résume le thème développé au cours d'une conférence donnée par notre ami Jean de Boë, le toujours actif et dévoué militant de la fédération du Livre de Belgique dont il est le président depuis de nombreuses années.

Il y traite non seulement des problèmes du syndicalisme actuel, de son caractère d'action directe et indépendante contre le patronat et contre l'Etat complice, il y retrace, dans un exposé sérieusement documenté, l'évolution des luttes ouvrières et les différentes étapes conduisant à la reconnaissance légale du syndicalisme.

Enfin, une partie importante est consacrée aux efforts qui ont abouti à la constitution de la première internationale des Travailleurs et à ses vicissitudes, le tout étayé de textes appropriés. Au moment où l'on va en célébrer le centenaire, cette brochure vient à son heure et nous ne saurions trop en recommander une large diffusion à tous nos amis. Son prix modique : 0,25 F, doit leur faciliter la tâche.

Adresser les commandes à Robert Marcheti, 103, rue Orfila, Paris (20). C.C.P. Paris 74873-08.

# *Parmi nos* LETTRES

## Une défense du régime tunisien

D'un professeur français en Tunisie :

*J'ai reçu le numéro d'avril de la « R.P. » ; celui de mars ne m'est pas parvenu. Dans le numéro d'avril, j'ai lu avec beaucoup de satisfaction les réflexions de Louzon sur ce qui se passe au Viet-Nam et au Brésil, sans protestation des travailleurs américains. On serait tenté de faire une remarque assez triste : si peu que Moscou devienne moins agressivement impérialiste, Washington le devient davantage ; seule la peur est pour les Etats-Unis le commencement de la sagesse. Je crains toujours que ces choses ne soient guère dites dans la « R.P. » : on y redoute si fort d'apporter de l'eau au moulin de l'anti-américanisme ! Louzon a dit ce qu'il fallait dire, et avec la force qu'il fallait. Ce n'est d'ailleurs pas la seule fois où je me sois senti d'accord avec lui.*

*Je n'en dirai pas autant de ce que j'ai lu de Pierre Rimbert sur la Tunisie. Autant ses vues sur la répartition des revenus (question qui m'intéresse, tu le sais) me paraissent ingénieuses, autant ses « Impressions de Tunisie » sont à mon avis discutables. Cette lettre est une mise au point.*

*Des opinions opposées se sont exprimées dans la « R.P. » sur Cuba, sur l'Algérie. Il en ira de même pour la Tunisie. Je ne regrette pas d'avoir tardé à envoyer mes impressions : l'exemple de Rimbert m'avertirait, s'il était besoin, qu'il ne faut pas juger trop vite.*

*Dans son second article sur la Tunisie (je regrette de ne pas avoir pu lire le premier), Pierre Rimbert parle du départ des Européens.*

*Que ce départ soit pour la Tunisie une perte de main-d'œuvre qualifiée, c'est incontestable Parler de « catastrophe économique » est une exagération manifeste. Il ne s'agit pas de savoir si « l'écart entre elle et la France s'accentue », mais si le rythme de son propre développement se ralentit, et dans quelle mesure.*

*Ceux qui n'ont plus leur place ici sont parfois suivis, en s'en allant, de certains qui y seraient utiles. Les Tunisiens se tireront de leurs difficultés avec les moyens du bord. Et on ne doit pas perdre de vue que chaque fois qu'un Français fait le travail que pourrait faire, même mal, un Tunisien, il mange le pain de ce Tunisien. Avoir immigré dans un pays de sous-emploi et de pauvreté comme la Tunisie, n'est pas la même chose qu'avoir immigré dans un pays riche comme la France. Ce n'est pas immigration, c'est colonisation. La colonisation n'a pas pris fin du jour au lendemain avec le protectorat. Il n'y a d'ailleurs ici nul chauvinisme, nulle xénophobie, ni parmi les gens en place, ni parmi le peuple, sinon dans l'opposition nassérienne, peu nombreuse, qui rêve de la « nation arabe ».*

*Il faut avoir certaines choses à l'esprit. La « mentalité colonialiste » dont parle Rimbert n'était pas celle « d'une certaine catégorie d'Européens », mais celle de l'immense majorité d'entre eux. Elle est encore celle d'un trop grand nombre de ceux qui sont restés. Les Européens, y compris les ouvriers (dans un pays où c'est un privilège que d'avoir du travail), étaient des exploiteurs. Ils constituaient une société dans la société. De cette société faisaient partie les taxis et leurs chauffeurs italiens, les commerçants, les artisans. Entre autres mesures prises par les Tunisiens (qu'on relise son article : sont-elles draconiennes ?), Rimbert incrimine celle qui a déterminé la plupart des chauffeurs de taxi à quitter le pays : les taxis roulent dans les rues de Tunis (ce sont surtout de petites 4 CV blanches et rouges) avec des chauffeurs tunisiens. Les chauffeurs européens partis, c'est dans ce pays pauvre autant de bouches en moins à nourrir, autant de gens en moins à vêtir, à loger. Les chauffeurs tunisiens au volant, c'est autant de gens de plus qui ont trouvé du travail.*

*Ayons le courage de reconnaître que dans un pays comme celui-ci les mesures « de protection de la main-d'œuvre nationale » sont des mesures de défense contre l'exploitation coloniale.*

*Il est légitime de se demander si certaines ne sont pas néfastes. Il est injuste de dénoncer « le caractère réactionnaire et chauvin de toutes ces mesures ».*

*Il y a aussi de nombreux médecins européens qui quittent Tunis. Ce n'est pas à cause de mesures prises par les Tunisiens. Ce n'est pas parce que leurs enfants ne pourraient pas faire de bonnes études : on fait les mêmes qu'en France au lycée français, le Lycée Carnot. C'est tout simplement parce qu'ils ne peuvent plus avoir la même situation et le même mode de vie qu'auparavant.*

*Et je touche là au plus grave : « l'arabisation de l'enseignement, qui signifie, dit Pierre Rimbert, la rétrogradation intellectuelle ».*

*Bien plus qu'en Algérie, où l'on parle beaucoup le français, l'arabisation est ici une suite inévitable de la décolonisation. Que cela plaise ou non, elle répond à un profond désir populaire, et peut-être à un besoin. Quelque contact avec les gens du peuple ferait comprendre ce désir. Le gouvernement le satisfait mais, contrairement à ce qui se passe en Egypte, il ne l'encourage pas. Il ne sert pas non plus l'Islam sans réticence.*

*L'arabisation a des limites. Et ce n'est pas de l'arabisation de l'enseignement qu'il convient de parler, c'est de sa création. Je suis professeur. Je me demande comment s'est renseigné Rimbert. Alors que la culture française n'était donnée qu'à une minorité de privilégiés, un très grand effort vient d'être entrepris pour que des études primaires et des études secondaires soient faites par le plus grand nombre possible des enfants, y compris les plus pauvres. Souhaitant en France un « tronc commun » de l'enseignement, je me réjouis de voir construire en Tunisie l'école unique. Dans mes classes (la quatrième année et la cinquième année, qui correspondent à la seconde et à la première des lycées français) j'ai pour élèves des fils de journaliers, de chômeurs, d'indigents. J'ai une classe de la « section normale », celle des futurs instituteurs. De braves garçons sont instituteurs dans le Sud, gagnant mal leur vie, ne connaissant guère le français, ni l'arabe, d'ailleurs (l'arabe que parlent les Tunisiens est un dialecte), ni grand'chose de ce qu'ils ont à enseigner, mais c'est cela ou rien.*

*Et la langue française est le principal instrument de culture et d'ouverture à la civilisation moderne. Ce ne sont plus quelques petits Tunisiens qui apprennent à la parler sans faute, mais le plus grand nombre qui la parlera tant bien que mal (et peut-être pas si mal). A partir de la troisième année c'est en français qu'on enseigne les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, la technologie et même l'histoire et la géographie. Le bilinguisme entre dans les mœurs.*

*Vitupérer dans ces conditions l'arabisation de l'enseignement, voilà qui donne aux lecteurs de la « R.P. » une idée tout à fait inexacte de la situation. C'est le moins qu'on puisse dire. Je rétablis les faits.*

*C'est un fait que les Tunisiens n'ont nul besoin de chauffeurs de taxi européens, et qu'ils ont grand besoin d'instituteurs et de professeurs français. Ceux qui avaient la « mentalité colonialiste » (quelque chose d'inimaginable), et qui ne condescendent pas à faire la classe aux petits Arabes et non aux petits Européens, s'en vont avec leur morgue et leur rancœur. D'autres les remplacent. La même chose se produira sans doute pour les ouvriers qualifiés si le besoin s'en fait sentir d'une manière pressante. On est très accueillant ici pour*

*les « Français de France ». Les Tunisiens demandent à la France plus d'instituteurs et de professeurs qu'elle ne peut leur en fournir, n'en ayant déjà pas trop pour elle. Toutefois une décision heureuse a autorisé les jeunes maîtres français à enseigner dans les classes tunisiennes pendant la durée de leur service militaire. Voilà qui vaut mieux que des paras.*

*Qu'on m'entende bien : je ne veux nullement dire que tout aille pour le mieux dans la meilleure des Tunisies possibles, ni qu'on y construise le socialisme. Je souhaite qu'on essaie de comprendre ce qui s'y passe sans trop voir les choses par les yeux des Européens. Il y aurait beaucoup à dire à chaque ligne de l'article de Rimbert (par exemple qu'on trouve encore des serruriers et des plombiers). J'ai pris deux exemples seulement, mais qui en disent long — les taxis, l'enseignement — pour mettre en garde les lecteurs de la « R.P. » contre des impressions qui me paraissent fausses.*

*J'ai du reste le sentiment que les impressions de Pierre Rimbert ont été fausses, et ses conclusions hâtives, à cause d'idées préconçues qu'il faudrait examiner.*

*Rimbert trouvera peut-être cela un peu vif. C'est de règle à « la R.P. ». Cela l'aurait été plus encore si j'avais suivi mon premier mouvement. Et il arrive à Walusinski de prendre Louzon à partie d'une manière bien plus vive, et à mon avis avec beaucoup moins de raison (j'ai aimé, moi, ce qu'a dit Louzon de la date de Pâques).*

## Témoignage sur l'Algérie

Un vieux lecteur de la « R.P. » nous fait parvenir — indirectement — la lettre suivante :

*Je suis en Algérie au titre de la coopération technique. Je n'ai ici de contacts qu'avec mes camarades de bureau, tous Algériens, avec lesquels je m'entends généralement bien et parfois très bien, mais je dispose assez peu de moyens d'information et pas de discussion.*

*Avez-vous des abonnés dans le coin ? Pourriez-vous me donner leur adresse ou — mieux — leur donner la mienne en leur faisant part de mon désir de rapprochement ? Vous me rendriez service.*

*Je suis très, très scandalisé. Le milieu administratif dans lequel je vis fait preuve de toutes les faiblesses. Tout ce que vous pouvez imaginer est au-dessus de la réalité. D'Alger nous parviennent les plus décourageantes nouvelles, innombrables, mais toutes dans le même sens.*

*La presse ? Voici un échantillon :*

*« La récolte s'annonce encore très belle cette année. Le fellah a bien travaillé et le printemps a été bien mouillé. » Si les 50 % d'Algériens qui sont indigents (de l'aveu même des pouvoirs publics) ne meurent pas encore de faim cette année, ce ne sera qu'aux dieux qu'ils le devront. Mais même avec l'aide des dieux, croyez-vous que des sous-Poujade pourront mettre debout un pays socialiste ?*

*Pauvre socialisme et pauvre Algérie !*

## De la fin et des moyens

De Jacques ROESSEL (Paris) :

*Déjà à la réunion des amis, j'avais trouvé l'intervention de F. Leunois un peu en porte-à-faux, surtout dans ses reproches, renouvelés dans sa lettre. Votre réponse me semble juste. Mais il évoque, en outre, le vieux problème de la fin et des moyens. Il faut bien ceux-ci pour atteindre celle-là, écrit-il ; mais c'est la porte ouverte à tout et l'on sait ce qui a pu y passer.*

*Pour un matérialiste, la morale est « la règle du jeu » de la société humaine. C'est la fausser que d'aller à Dieu ou au meilleur des mondes ; de la limiter à la Nation, la race, ou l'idéologie... Rien n'est certain dans le déroulement des événements, ni dans le sens de nos efforts. C'est assez de résoudre les cas de conscience qui peuvent se poser, les problèmes quand ils se présentent ; en écartant les solutions « commodes ». La violence en est une et qui donne toujours de mauvais fruits. Il est sans doute des exceptions : préservation de la vie et des libertés des groupes et des individus. Mais quelle méfiance il faut avoir ! Il est si facile de contracter la peste en la combattant.*

*C'est pourquoi la R.P. et son esprit m'apparaissent si précieux. Le débat est libre, large et constructif, la plus petite question y a son importance.*

*Et tant mieux si les courants sont divers et s'opposent parfois.*

## Sur le titre de notre revue

De G. RAGUIER (de Paris) :

*Il y a longtemps que je désirais souligner cet anachronisme du titre de « la Révolution Prolétarienne ». En gros, je suis d'accord avec Pierre Alessandri (N° d'avril 64).*

*Sans doute, notre attitude d'intransigeance révolutionnaire, spécialement au cours des années* 1915/1920, *était défendable à l'époque. Nous fulminions contre les réformistes et n'avions pas assez de sarcasmes pour Keufer et ses pareils.*

*Cependant, un demi-siècle s'est écoulé. Le capitalisme n'est pas mort chez nous. Ailleurs non plus, car il subsiste sous forme de capitalisme d'Etat. Ce n'est pas un progrès. Quoi qu'il en soit, le capitalisme actuel diffère notablement de celui subi au début du siècle. Les syndicats ouvriers — ceux du Livre, par exemple, puisque j'évoque Keufer — ont peu à peu arraché des avantages dont le total est substantiel.* Continuons !

*Bien sûr, le grignotage réformiste est sans grandeur et de conception étroite. Mais, devant l'émiettement et la passivité des forces ouvrières, il paraît sage d'adopter,* nolens volens, *une tactique réformiste* d'évolution *correspondant aux moyens dont on dispose.*

*La technique et aussi l'action revendicative ont permis l'adoucissement des plus rudes travaux. La « Vie tragique des travailleurs » des frères Bonnef est à réviser totalement. Les « damnés de la terre » ont vu leur sort amélioré, c'est incontestable. La prédiction de Karl Marx concernant la paupérisation croissante ne s'est pas réalisée dans nos régions industrielles.*

*Le titre actuel de la revue implique* un acte de foi *(peu conforme aux postulats du matérialisme) envers un prolétariat dépourvu d'idéal, soucieux de jouissances matérielles et de moins en moins révolutionnaire.*

## Première réponse à Rimbert

De Louis SIMON (Paris) :

*Notre camarade Rimbert est plein de bonnes intentions. Son « Nouveau Manifeste Socialiste », ou ses propositions pour un Manifeste, au moins, témoignent d'une obstination à fabriquer une société future que nous sommes encore quelques-uns à redouter, autant que toutes les Salentes et les Cités nouvelles, écloses depuis la « République » de Platon dans l'imagination des constructeurs de bonheur collectif. Sans doute, il proclame la nécessité de la disparition de l'Etat, mais c'est toujours pour demain. Marx en avait dit autant, et Lénine. Mais on voudrait encore utiliser cet Etat, et le maintenir, en assurant que ce n'est que provisoire. L'Etat n'est que la résultante de structures de force, et sa fonction essentielle est de domestiquer les étatisés. Il est sans doute utopique de croire à la disparition totale d'une direction générale. Mais nous n'avons pas à collaborer à son maintien, à son soutien. Notre ennemi, c'est notre maître. Le maître sait se déguiser. Le loup prend la houppelande et la houlette, et se fait volontiers berger. Cela lui permet de dévorer tranquillement les moutons. Les maîtres appelés « socialistes », pourquoi seraient-ils plus consciencieux, plus humains, plus rationnels et plus équitables que les maîtres actuels ? L'expérience poli-*

*tique et la psychologie élémentaire nous interdisent toute naïveté à cet égard. L'embryon d'Etat « socialiste » vaut et vaudra les autres Etats, capitalistes ou bourgeois. L'Etat « économique » tend à réduire au « minimum » la part du travailleur. Il veut fixer arbitrairement les donnees des besoins de « première nécessité ». La fameuse « loi d'airain » des salaires, il l'applique en toute innocence. Qui nous garantira contre lui ?...*

*Nous nous sentons concernés par la souffrance de tout homme. La misère est scandaleuse, en face d'une opulence égoïste. Ce n'est pas une solution de remettre le soin de la guérir à une Providence, celle d'une Eglise ou d'un Etat. Cela, nous le disons tous, et même, nous l'avons chanté ! Mais Rimbert semble croire, néanmoins, au paradis social de demain, avec une « bonne » organisation. La liberté me semble le premier des biens. Elle appelle ce qu'on nomme péjorativement la licence, que nous revendiquons. Nous nous appliquons à réduire au minimum la puissance arbitraire des fonctions d'autorité et de coercition collective. Ce n'est pas le chemin « socialiste », mais un chemin libertaire. Je ne crie pas : « Vive l'Anarchie ! » Je ne connais pas plus de panacée anarchiste que de panacée socialiste, mais je veux réserver farouchement les droits imprescriptibles de l'individu contre les entreprises, quelles qu'elles soient, de mise au pas.*

*Or, le jacobinisme économique que propose Rimbert dans le numéro d'avril de la « R.P. » est exactement celui du système qui se dit « soviétique ». Le problème du contrôle des revenus par l'Etat revient à une tromperie. Je ne vois pas la possibilité d'égaliser les revenus, comme le commanderait une justice rigoureuse. Je ne m'indigne d'ailleurs pas de l'inégalité des revenus. Dans la réalité, une stricte justice serait absurde. Etaler ou resserrer l'éventail des salaires et traitements est secondaire. Ce qu'il faudrait au contraire, c'est réduire la progressivité de la part d'impôt sur le revenu qui pèse sur le salarié moyen. Et n'oubliez pas les autres impôts. Rimbert le signale, certes. Mais de quelle analyse sérieuse tire-t-il ses chiffres et ses calculs ? Ils me semblent bien « a priori ». Comment définir le pauvre « minimum vital » ? Qu'est-ce qui est comparable ? Comment définir un niveau de « civilisation » ? Aucune solution uniforme ne me semble acceptable. Que ferez-vous vis-à-vis des nations sous-développées ? Combien est relatif ce terme, et en particulier à un stade de développement industriel, très criticable comme notion.*

---

# A travers les LIVRES

UN EVENEMENT DANS L'EDITION PROLETARIENNE

## LE DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Ce n'est pas aux lecteurs de la *R.P.* qu'il faut expliquer la portée d'un *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.*

Quelle que soit leur opinion sur le rôle des individus dans l'histoire, ils savent qu'il est puéril et vain de séparer les hommes des faits et les faits des hommes, les uns et les autres étant intimement liés. Ils savent aussi qu'à part quelques articles et passages de Dictionnaires et Encyclopédies des différents mouvements libérateurs et quelques ouvrages traitant de biographies pour une période restreinte (Victor Bouton, J. Clère, P. Delion) nous n'avons sur le plan biographique aucune œuvre d'ensemble ordonnée et synthétique couvrant la période s'étendant de la Révolution française à nos jours.

Rien d'étonnant du reste. Les camarades d'un certain âge n'ignorent pas que la nécessité ne s'en faisait pas sentir. Il y a seulement un quart de siècle, très rares étaient les professionnels ou camarades se livrant à des études historiques sur le mouvement ouvrier — socialiste — ce dernier terme étant pris dans son sens le plus général. Le vieux Riazanov, — mort en déportation, hélas ! — ne montrait-il pas les doigts d'une de ses mains pour dénombrer ces travailleurs faisant figure d'originaux ?

Il n'en est plus ainsi fort heureusement et ce n'est pas le moindre des paradoxes de notre epoque qu'en contrepartie d'un mouvement qui se dégrade, tout un professorat et toute une jeunesse estudiantine soient attirés par l'étude de son passé. Ainsi s'explique que ceux qu'on appelle prétentieusement les « historiens sociaux » soient saisis sans cesse de demandes de renseignements touchant les cadres du mouvement ouvrier. Ainsi s'explique l'apparition d'un instrument de travail devenu aujourd'hui une nécessité impérieuse.

L'idée première en revient à notre ami Jean Maitron qui a fait ses premières armes en étudiant le si riche mouvement anarchiste français et qui est devenu le secrétaire général de l'Institut français d'Histoire sociale. Pour mener l'entreprise à bien, il s'est entouré d'une centaine de collaborateurs, presque tous de l'enseignement, et dont quelques-uns sont des amis fidèles de la *R.P.*

L'ouvrage ne comprendra pas moins d'une dizaine de volumes in-8°. Le premier qui vient de sortir, et qui va jusqu'à la lettre C, couvre la moitié de la période 1789-1864, c'est-à-dire de l'aspect prolétarien de la Révolution de 1789 à la fondation de la Première Internationale. Ce volume, dont Jean Dautry s'est spécialement occupé, est principalement l'œuvre de R. Dufraisse, G. Duveau (†), R. Gossez, J. Maitron et J. Vidalenc. Il se présente comme un magnifique ouvrage relié toile, de 490 pages, précédé de l'Introduction générale, d'un Avant-propos spécifique et de trois belles illustrations de Blanqui, l'immortel « Enfermé ». Car Blanqui, bien qu'il ait combattu jusque dans la période couverte par la troisième partie, trouve sa biographie complète dans ce tome I. On s'est décidé, en effet, avec raison, à ne pas disséminer en plusieurs articles, la biographie des militants qui ont œuvré dans des tranches chronologiquement différentes du mouvement.

A côté de Babeuf, de Blanqui et de Victor Considerant, les trois grandes têtes de ce tome, à côté d'une foule de militants de choc, figurent des centaines d'« obscurs » dont les noms ont été révélés par les archives nationales et départementales et des travaux divers. C'est un point qu'il convient de souligner. Les sources, au surplus, sont toujours indiquées consciencieusement afin de faciliter les recherches pour des développements ultérieurs.

On estime à 11.600 les biographies que les deux premiers tomes donneront. Ce nombre impressionnant atteste la richesse de l'ouvrage en étendue tout comme la multiplicité des sources atteste sa richesse en profondeur.

J'espère bien que de nombreux camarades, quantité d'organisations et de dépôts publics, un grand nombre de bibliothèques municipales, d'entreprises, de Bourses du Travail et de journaux d'information auront à cœur de posséder un tel ouvrage.

Le bon de commande à 48 F pour un exemplaire du 1er tome paru doit parvenir à la librairie *Les Editions Ouvrières,* 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris (13e).

**Maurice DOMMANGET.**

N.D.L.R. — Le prix relativement élevé se jusitfie pour un ouvrage de cette importance. En adressant votre commande aux EDITIONS SYNDICALISTES, 21, *rue Jean-Robert, Paris* (18e), vous pourriez bénéficier d'une réduction. Nous pourrions peut-être aussi vous proposer un paiement échelonné.

Amis lecteurs et organisations, commandez le tome 1 du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* à notre coopérative « LES EDITIONS SYNDICALISTES ».

## D'où vient l'argent ?

RECETTES :

| | | |
|---|---|---|
| Abonnements ordinaires (mars) | 2.053,54 | |
| Abonnements de soutien (mars) | 450,00 | |
| | | 2.503,54 |
| Abonnements ordinaires (avril) | 2.148,95 | |
| Abonnements de soutien (avril) | 699,00 | |
| | | 2.847,95 |
| Souscription (mars) | | 87,00 |
| Souscription (avril) | | 92,00 |
| Vente au numéro | | 82,00 |
| Vente des brochures | | 105,45 |
| Divers | | 148,00 |
| Total des recettes | | 5.865,94 |
| En caisse à fin février | | 2.828,82 |
| | | 8.694,76 |

DEPENSES :

| | | |
|---|---|---|
| Impression et papier « R.P. » décembre 1963 | | 1.315,28 |
| — — janvier 1964 | | 1.364,80 |
| — — février 1964 | | 1.315,20 |
| — — mars 1964 | | 1.315,29 |
| — — avril 1964 | | 1.375,29 |
| Impr. du supplément au numéro de février | | 323,00 |
| Frais d'expédition | | 509,35 |
| Téléphone | | 59,00 |
| Autres frais généraux | | 364,30 |
| Achat de brochures | | 24,00 |
| Divers | | 115,00 |
| Total des dépenses | | 8.080,51 |
| En caisse à fin avril : | | |
| Espèces | 150,07 | |
| Chèques postaux | 464,18 | |
| | | 614,25 |
| | | 8.694,76 |

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Pierre Aubery (Etats-Unis), 50 ; Joannès Bardin (Paris), 30 ; Joseph Bracops (Belgique), 49 ; Jean-Louis Bureau (Seine), 30 ; Robert Buren (Côte-d'Or), 30 ; François Cailler (Seine-et-Oise), 30 ; Laurent Centene (Pyrénées-Orientales), 30 ; Josette et Jean Cornec (Finistère), 40 ; René Daniel (Finistère) 30 ; Claude Doubinsky (Vienne), 40 ; Gustave Duyck (Paris), 30 ; Francis Fuvel (Rhône), 50 ; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 30 ; Yves Hébert (Gironde), 30 ; Marcel Lancia (Jura), 40 ; François Langue (Eure), 30 ; Léna Leclercq (Jura), 50 ; Marie-Louise Marquis (Paris), 50 ; Marcel Martin (Paris), 30 ; Georges Maupioux (Seine-et-Oise), 40 ; Pierre Métayer (Seine-et-Oise), 30 ; René Michaud (Paris), 30 ; J. Navarro (Puy-de-Dôme), 30 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise), 30 ; C. Raymond (Paris), 40 ; Louis Simon (Seine), 40 ; Paul Sirieix (Rhône), 30 ; Pierre Toesca (Seine), 30 ; Van Reusel (Belgique), 50 ; Jean Vidal (Puy-de-Dôme), 30 ; Charles Vildrac (Paris), 30 ; Jean-Baptiste Wantiez (Belgique), 40. — Total : 1.149 francs (dont 450 en mars et 699 en avril).

### LA SOUSCRIPTION

André Alix (Seine), 5 ; E. Allot (Finistère), 5 ; Léon Ancely (Seine), 5 ; Gustave Bailot (Eure-et-Loir), 5 ; Georges Bénézé (Seine), 5 ; Paul Boissel (Ardèche), 5 ; Roger Boyer (Tarn), 10 ; Marcel Buisson (Jura), 2 ; Michel Catteau (Saône-et-Loire), 5 ; Yves Deler (Gironde), 5 ; Raymond Deloffre (Pas-de-Calais), 3 ; E. Delusme (Seine), 5 ; Julien Desachy (Oise), 5 ; Jean Duperray (Loire), 12 (deux versements) ; Henri Fauconnier (Côtes-du-Nord), 5 ; Auguste Fornerod (Suisse), 6 ; Jean Genevrier (Loire), 5 ; Robert Grimm (Moselle), 5 ; A.H.... (Belgique), 1 ; Edmond Humeau (Paris), 8 ; Mme Vve Armand Lagain (Côtes-du-Nord), 5 ; André Langlois (Seine), 2 ; Emmanuel Mormiche (Deux-Sèvres), 5 ; Armand Muratet (Haute-Garonne), 5 ; Robert Plassat (Seine), 3 ; Emilienne Pujolle (Gironde), 4 ; A. Respaut (Aude), 4 ; Christian Roth (Cantal), 5 ; C. Rozet (Loire), 5 ; Eugène Sauvé (Dordogne), 10 ; Hélène Savanier (Alpes-Maritimes), 5 ; Paul Travail (Gard), 5 ; F. Trellu (Finistère), 4 ; Roger Verdelhan (Bouches-du-Rhône), 5 ; un groupe de camarades des Travaux publics et des transports (Paris), 5. — Total : 179 francs (dont 87 en mars et 92 en avril).

## LES FAITS DU MOIS

**MERCREDI 1er AVRIL.** — Grève des médecins belges.

Rébellion au Brésil contre le président Goulart.

Khrouchtchev arrive en Hongrie.

**JEUDI 2.** — Succès du coup d'Etat militaire au Brésil.

**VENDREDI 3.** — Les Etats-Unis reconnaissent le nouveau gouvernement brésilien.

**SAMEDI 4.** — A Toulouse, congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France.

**LUNDI 6.** — Arrivée à Tokyo de M. Pompidou.

**MARDI 7.** — A propos de Chypre, mesures hostiles à la Grèce en Turquie.

**MERCREDI 8.** — En Suède, accord sur les salaires.

**JEUDI 9.** — A Addis-Abeba (Ethiopie) conférence régionale africaine de la C.I.S.L.

**VENDREDI 10.** — Au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. la France vote la condamnation de l'action britannique au Yemen.

Victoire travailliste aux élections municipales du Grand Londres (74 sièges sur 100).

Grève du bâtiment lancée par C.G.T., F.O. et C.F.T.C.

**SAMEDI 11.** — Grève des livraisons de lait dans l'Ain.

Le Congrès brésilien élit président le général Castelo Branco.

**LUNDI 13.** — A Casablanca (Maroc) congrès constitutif du parti socialiste démocrate auquel adhèrent la majorité des ministres.

Au Gabon : légère avance du parti gouvernemental.

En Rhodésie du Sud, démission du premier ministre.

**MARDI 14.** — A Londres, réunion du bureau de l'Internationale socialiste.

**MERCREDI 15.** — Au conseil de l'O.T.A.S.E. la France refuse de s'associer à une résolution sur le Vietnam.

A Paris, congrès de la Fédération F.O. des Travaux publics.

Le gouvernement adopte un projet de loi électorale municipale et un statut de la R.T.F.

**JEUDI 16.** — Réunion à Alger du congrès du F.L.N.

**VENDREDI 17.** — Grève des étudiants de Fez (Maroc).

**SAMEDI 18.** — Suspension de la grève des médecins belges.

**LUNDI 20.** — Troubles au Laos.

**MARDI 21.** — Grève quasi-générale en Syrie.

Congrès à Belgrade des syndicats yougoslaves.

**MERCREDI 22.** — Cuba dénonce le survol aérien de son territoire.

Au Courrier Picard, coopérative ouvrière : grève des journalistes non soutenus par les ouvriers.

**JEUDI 22.** — Accord entre cheminots et compagnies ferroviaires aux Etats-Unis.

Festival de la Jeunesse européenne à Rome.

**VENDREDI 24.** — M. Nyerere devient président de la République unie du Tanganyka et de Zanzibar.

Le président Nasser réclame l'évacuation du Sud de l'Arabie par les Britanniques.

Accord au Laos entre le président Souvanna Phouma et le Comité militaire révolutionnaire.

**SAMEDI 25.** — Arrivée à Moscou du président algérien Ben Bella.

**MARDI 28.** — Le gouvernement français retire ses officiers des états-majors navals interalliés.

**MERCREDI 29.** — Grève de 36 heures des cheminots, organisée par les fédérations C.G.T. et C.F.T.C.

Editions Polyglottes. 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.

Travail exécuté par des ouviers syndiqués.